

# FRANCE : LE PIRE S'ÉLOIGNE

## Perspectives 2002-2003 pour l'économie française \*

*La prévision de croissance de l'OFCE est de 1,6 % pour l'année 2002 et 2,9 % pour 2003. Elle se caractérise par une reprise, technique au premier semestre 2002, puis relayée par l'investissement. La reprise de l'économie mondiale à la mi-2002, associée à l'assainissement des comptes des entreprises, permettrait une reprise de l'investissement, dès le deuxième semestre 2002, qui retrouverait son rôle moteur et prendrait le relais des stocks pour soutenir et alimenter la croissance. La fin de la crise de la nouvelle économie et de la suraccumulation de capital abonderaient dans cette direction. Cette reprise progressive de l'investissement devrait s'accompagner d'une légère augmentation des effectifs employés permettant de soutenir la consommation des ménages. La demande intérieure serait consolidée par une légère baisse du taux d'épargne qui retrouverait le niveau de début 2001. Le taux de chômage commencerait à baisser à partir du dernier trimestre 2002 pour atteindre 8,6 % de la population active à la fin de l'année 2003. Sous l'hypothèse que les dépenses publiques croîtraient au même rythme que ces quatre dernières années et que les mesures fiscales annoncées par l'actuel gouvernement seraient mises en œuvre, le déficit resterait à un niveau élevé selon les critères de la Commission européenne : 2,0 % du PIB en 2002 et 2003. Le nouveau gouvernement serait alors dans l'impossibilité de respecter l'objectif d'équilibre en 2004, sur lequel se sont engagés le président de la République et le Premier ministre lors du sommet européen de Barcelone les 15 et 16 mars 2002.*

\* Cette prévision a été réalisée à l'aide du modèle trimestriel de l'économie française, **e-mod. fr**, par une équipe composée de Valérie Chauvin, Gaël Dupont, Éric Heyer et Mathieu Plane. L'indicateur avancé est réalisé par Françoise Charpin et Hervé Péléraux. La prévision tient compte des informations disponibles à la fin mars 2002 et intègre les comptes nationaux trimestriels de février 2002, à savoir le compte emplois-ressources jusqu'au quatrième trimestre 2001 et les comptes d'agents jusqu'au troisième trimestre 2001. La prévision et le modèle reposent sur les données et les concepts de la comptabilité nationale base 95 dans le cadre du SEC95. Le modèle est estimé sur la période 1978-2000.

Avril 2002

Revue de l'OFCE 81

## Synthèse

La France qui connaissait une très forte croissance depuis 1997 avec un taux moyen de 3 % par an, a connu un ralentissement en 2001 avec un taux de 2 % en moyenne et même un recul du PIB au quatrième trimestre (- 0,1 %). Nous faisons l'hypothèse que la croissance progresserait dans un premier temps de manière modérée, puis se raffermirait au cours du second semestre. En 2003, une poursuite de la tendance permettrait d'atteindre un résultat moyen bien supérieur à 2002. La croissance de l'économie française serait, en rythme annuel, de 1,6 % en 2002 et 2,9 % en 2003 (tableau 1).

### I. Contribution à la croissance du PIB

Moyennes annuelles en %

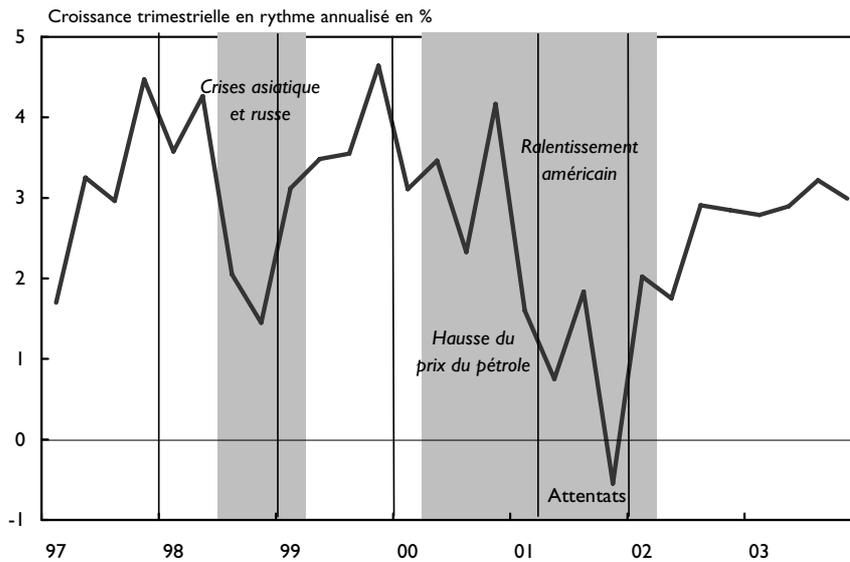
	1999	2000	2001	2001	2002	2003
<b>Taux de croissance du PIB</b>	<b>3,0</b>	<b>3,6</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>	<b>1,6</b>	<b>2,9</b>
Dépenses des ménages	2,0	1,8	1,3	1,5	1,0	1,7
Investissements des entreprises	0,7	0,9	0,5	0,5	0,0	0,4
Dépenses des administrations	0,6	0,7	0,5	0,6	0,5	0,5
Variations de stocks	- 0,4	0,4	- 0,7	- 1,0	0,1	0,2
<i>Total de la demande intérieure</i>	3,0	3,8	1,7	1,7	1,5	2,8
<i>Solde extérieur</i>	0,0	- 0,2	0,3	0,3 <sup>1</sup>	0,0	0,1

1. Les contributions du commerce extérieur et des stocks en 2001 sont à considérer avec prudence. Des opérations exceptionnelles de livraisons de paquebots au premier trimestre 2001 ont induit un fort déstockage apparent et des exportations très importantes. Ces livraisons n'ont pas d'influence sur le PIB, ainsi, hors ces opérations exceptionnelles, la contribution des stocks est de - 0,1 et la contribution extérieure de - 0,3 ce qui donne une image plus conforme de la réalité.

Sources : INSEE, comptes trimestriels de 1998 à 2001 T4 ; OFCE, prévision e-mod. fr pour 2002 et 2003.

Le chiffre pour 2002 peut paraître faible et conduire à des conclusions erronées. En ne prenant pas en compte la dynamique d'évolution, le raisonnement en moyenne annuelle est trompeur dans une phase de reprise de l'économie. Après une période de croissance légèrement négative, l'économie française ne bénéficie d'aucun acquis de croissance pour 2002. À titre de comparaison, en 2001, sur une croissance de 2 %, 1,3 % provenait de l'acquis de 2000. Pour 2002, cet effet positif a pratiquement disparu (0,3 %). Cela signifie que la croissance de 2002 proviendra entièrement de ce qui aura été généré durant l'année (graphique 1).

## I. Croissance du PIB en France



Sources : INSEE-comptes trimestriels, OFCE, e. mod. fr de 2002 à 2003.

## En 2001, le ralentissement de l'économie française...

Le recul de l'économie américaine et la crise de la nouvelle économie expliquent l'essentiel du ralentissement de la France en 2001.

S'il est vrai que tous les pays sont désormais très dépendants les uns des autres — la part du commerce extérieur dans le PIB a doublé sur les vingt dernières années —, le ralentissement américain ne peut pas expliquer à lui seul celui de la France. Ce qui peut être appréhendé comme dépendance des États-Unis depuis deux ans, correspond pour partie aux effets de chocs communs des deux côtés de l'Atlantique.

En 2000, le choc résultant de la hausse du prix du pétrole a été simultané et pratiquement de même ampleur en France et aux États-Unis. Cet important prélèvement sur le revenu disponible a pesé sur la consommation et sur l'investissement, coûtant 0,5 point de croissance en moyenne annuelle.

Depuis le début 2001, l'économie française subit le retournement des anticipations de profit sur les marchés boursiers et le dégonflement de la bulle spéculative sur les nouvelles technologies, choc très semblable à celui qui affecte les États-Unis depuis plus d'une année. Le retard accumulé dans la zone euro dans les nouvelles technologies

pouvait laisser penser que la France, et l'Europe, étaient à l'abri de surcapacités dans le secteur des technologies de l'information et de la communication. Cependant, la mondialisation, en raccourcissant le temps de réaction des investisseurs, et les attentats du 11 septembre qui ont renforcé le climat d'incertitude, ont accentué le freinage des dépenses en investissement des entreprises en nouvelle technologie. La crise dans la sphère technologique s'est ensuite transmise à toute l'économie.

## ... a entraîné certains déséquilibres pour les entreprises...

Conséquence directe du ralentissement économique, la baisse du chômage, qui durait depuis quatre ans, s'est interrompue en milieu d'année. La progression de l'emploi a fortement ralenti passant de 640 000 emplois créés en 2000 à 380 000 en 2001.

Par ailleurs, alors que les salaires ont continué à progresser, le ralentissement a pesé sur la productivité du travail, si bien que les coûts salariaux ont accéléré. Les entrepreneurs ont jusqu'à présent limité la baisse de leur taux de marge en augmentant leurs prix ou en ne répercutant pas totalement la baisse du prix du pétrole.

Enfin, les industriels jugent leur niveau de stocks beaucoup trop élevé. Des ajustements sont donc nécessaires, dont certains ont déjà été effectués. Les entreprises ont procédé à un fort déstockage qui a amputé la croissance de 1 point de PIB en 2001, dont 0,5 et 0,4 pour les seuls troisième et quatrième trimestres.

## ...mais moins marqués que chez nos principaux partenaires européens

Ces dernières années, les différents gouvernements ont développé des politiques d'emploi (mise en place des 35 heures, créations des emplois jeunes), baissé les charges sur les bas salaires et allégé les impôts. Cela a permis à l'économie française de créer au cours des années 2000 et 2001 plus d'emplois que les principaux partenaires de la zone euro, ce qui a apporté un soutien au revenu et à la consommation des ménages. Cette progression du pouvoir d'achat dans ce contexte marqué a permis à l'économie française de mieux résister que les États-Unis et ses principaux partenaires européens, notamment l'Allemagne et l'Italie.

## Quel scénario de reprise ?

Depuis le début de l'année 2002, une multiplication de signaux suggèrent que le point bas a été atteint à la fin de l'année dernière. La résorption progressive de certains déséquilibres entraînés par le ralentissement et les signaux de reprise de l'économie américaine se sont traduits par une amélioration de l'opinion des entrepreneurs. Les enquêtes dans l'industrie se sont retournées à la hausse depuis novembre 2001 (graphique 2), tandis que les perspectives de production dans les services se sont améliorées et qu'un redressement assez sensible est attendu dans les mois à venir. Les enquêtes auprès des industriels montrent que les stocks sont jugés moins élevés au début 2002 qu'à la fin 2001. Enfin, les exportations se redressent alors que l'emploi intérimaire a cessé de baisser depuis novembre 2001.

Même si les indicateurs économiques multiplient les signaux de reprise ces derniers mois, le niveau actuel de la production n'est pas suffisant pour relancer l'investissement, réel signal de reprise durable de l'économie.

Si le risque d'un « double-dip », début de reprise de l'économie suivi d'une rechute au cours du semestre suivant, semble peu probable en France, la vitalité de la reprise à venir reste incertaine.

### 2. IPI et perspectives personnelles de production



Sources : INSEE.

## Sommes-nous en 1997 ?

À cet égard, les ressemblances de la conjoncture récente avec celle de 1996 sont nombreuses. Comme l'illustre le graphique 3, le profil trimestriel de croissance de l'année 2001 ressemble de près à celui de 1996. Par ailleurs, à l'instar de l'année 1997, le retour de la croissance française devrait s'accompagner, dès 2002, d'un net rebond de la demande. Le scénario de reprise pourrait alors être proche de celui observé en 1997 dont il convient de rappeler brièvement les enchaînements.

À la fin de l'année 1996, l'économie française fut caractérisée par une croissance très lente de la demande intérieure alors que le commerce extérieur en était le seul moteur (tableau 2).

Les dépenses des ménages étaient comprimées par les hausses passées des prélèvements obligatoires, la faible croissance de l'emploi et les efforts de contrôle de dépenses collectives. L'investissement des entreprises stagnait à un bas niveau du fait de l'absence de perspectives de débouchés, malgré une situation financière plus favorable du fait, entre autres, de la baisse des taux d'intérêt. Il fallait attendre la fin des efforts d'ajustement budgétaire pour que la demande intérieure sorte de l'atonie. L'objectif de déficit public ayant finalement été atteint, la demande intérieure a pris le relais de l'extérieur comme moteur de la croissance dès 1998. Les fortes créations d'emplois de la fin de 1997 et la hausse du revenu par tête liée, entre autres, à la poursuite de la désinflation, ont soutenu la consommation puis la reprise des dépenses d'investissement dans le logement.

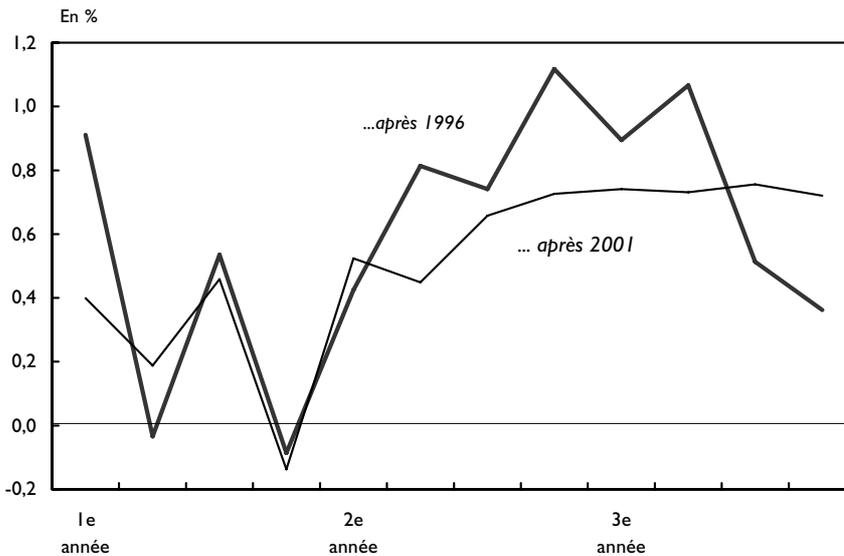
Tous les ingrédients nécessaires à l'enclenchement d'une spirale de croissance vertueuse étaient réunis. Avec un taux d'inflation très faible, un excédent extérieur très important et des entreprises dont les ressources financières continuaient à excéder leurs besoins de financement, la France était dans une situation idéale pour s'engager dans la voie d'une croissance rapide (3,5 % en 1998, 3 % en 1999 et 3,6 % en 2000).

2. Taux de croissance trimestriels du PIB en 1996 et 1997

	1996				1997			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
PIB	0,9	0,0	0,5	-0,1	0,4	0,8	0,7	1,1
<i>Contributions</i>								
Importations	-0,2	-0,1	0,2	-0,3	-0,3	-0,5	-1,1	-0,6
Dépenses des ménages	1,0	-0,3	0,5	-0,6	-0,1	0,2	0,3	0,7
Dépenses des APU	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Investissement des entreprises	0,0	-0,1	0,0	-0,2	0,0	0,2	0,2	0,2
Exportations	0,6	-0,1	0,5	0,5	0,8	1,0	0,9	0,8
Variations de stocks	-0,6	0,4	-0,8	0,4	-0,1	-0,1	0,4	0,1
Demande intérieure	0,5	0,2	-0,1	-0,3	-0,1	0,4	0,9	1,0
Solde extérieur	0,4	-0,2	0,7	0,2	0,6	0,4	-0,2	0,1

Source : Calculs OFCE.

### 3. Croissance comparée de la France durant les périodes 1996-1998 et 2001-2003



Sources : Comptes trimestriels, prévisions OFCE.

L'année 2001 diffère quelque peu de 1996.

Contrairement à 1996, l'année 2001 a été précédée de trois années de forte croissance. Cela se traduit, entre autre, par des situations différentes sur les marchés du travail et des biens et services.

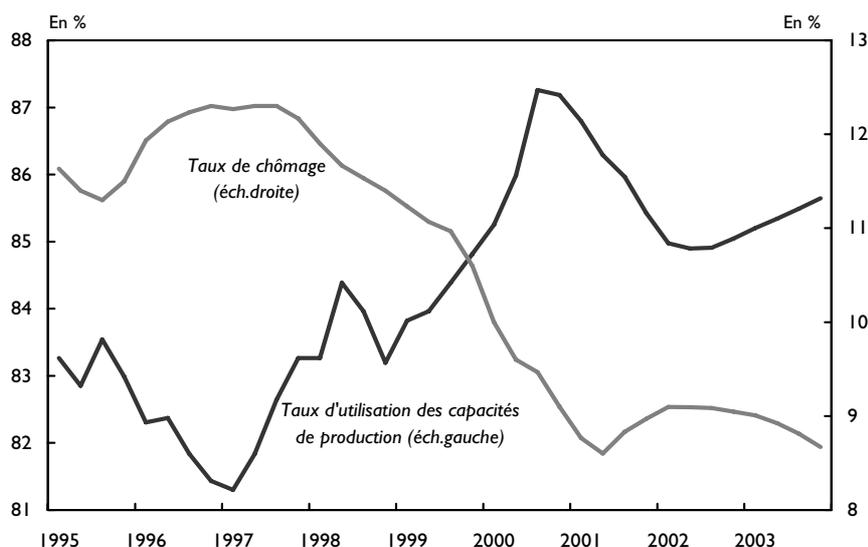
L'année 1996 se caractérise par un sous-emploi en ressources humaines et en capital. Au cours de cette année, le taux de chômage a dépassé pour la première fois la barre des 12 %, tandis que le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie est descendu à un niveau très bas, inférieur à 82 % (graphique 4).

Cette sous-utilisation des capacités de production s'est exprimée par une puissante pression désinflationniste qui a permis à la France de bénéficier d'un différentiel d'inflation favorable, vis-à-vis des partenaires de la zone euro, en particulier l'Allemagne.

En revanche, en 2001, la question de l'inflation ressurgit. Malgré le ralentissement de l'économie, le taux d'utilisation est resté élevé, en référence à l'histoire récente, alors que le taux de chômage est passé sous la barre des 9 %, niveau jamais atteint depuis 10 ans. Pour la première fois depuis 4 ans, l'inflation en Allemagne et en Italie est repassée sous l'inflation française. En termes d'inflation sous-jacente, le point atteint en février 2002 est le plus haut depuis 1993. Les salaires

connaissent en particulier une accélération que la sortie des accords RTT pourrait nourrir. Enfin, on ne peut exclure que le changement de monnaie a eu un certain effet sur l'augmentation des prix en France comme ailleurs et conduit certains commerçants à arrondir les prix vers le haut, même si l'effet global reste mineur (entre 0 et 0,16 selon Eurostat pour l'indice européen, 0,1 pour la France selon l'INSEE <sup>1</sup>). Le ralentissement économique de 2001 a créé une tension supplémentaire sur les coûts salariaux des entreprises : l'emploi s'ajustant avec retard sur le niveau de l'activité, la productivité a fortement ralenti. Le maintien des taux de marge s'est donc fait au prix d'une accélération légère de l'inflation.

#### 4. L'utilisation des facteurs de production



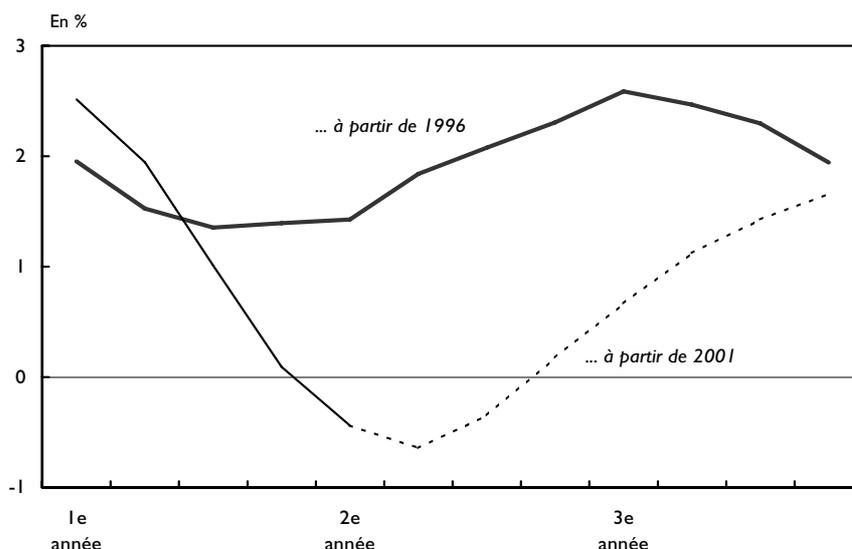
Sources : Comptes trimestriels, prévisions OFCE.

Une autre différence entre les deux années concerne l'environnement extérieur. En 2001, le choc initial sur la demande mondiale n'est pas du même ordre de grandeur que celui observé en 1996. Si la croissance de départ est très proche, autour de 2 %, le ralentissement du commerce mondial est très marqué en 2001 et tout particulièrement au quatrième trimestre, entraînant une chute exceptionnelle des exportations françaises (graphique 5).

Enfin, une dernière différence provient d'une réaction plus brutale en 2001 de la demande des entreprises. Ces dernières ont non

1. Pour plus de détails, le lecteur pourra se référer à l'encadré de la partie internationale.

## 5. Demande adressée à la France...



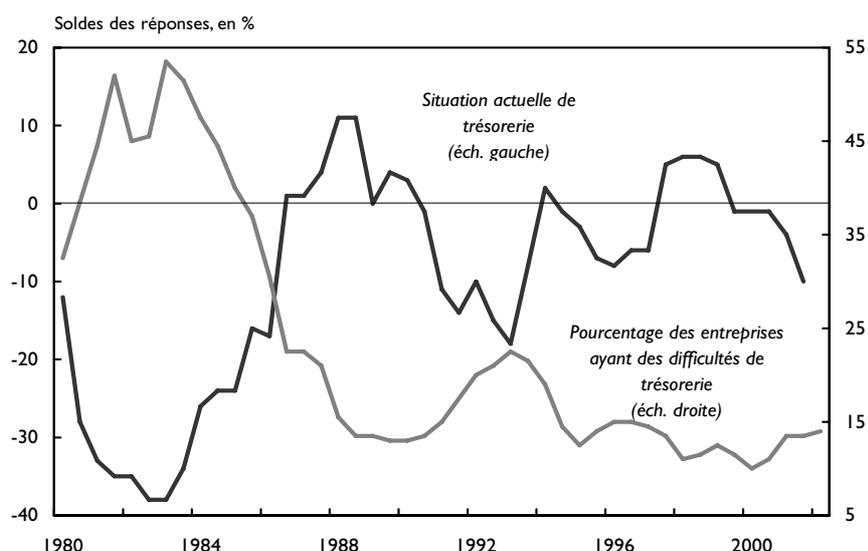
Sources : Comptes trimestriels, prévisions OFCE.

seulement gelé leurs projets d'investissements, mais ont aussi brutalement réduit la voilure en matière de stocks, ces derniers contribuant négativement à la croissance pour 1 point en 2001<sup>2</sup>. Cette plus forte réactivité des entreprises peut trouver son origine dans une plus grande fragilité de leur situation financière.

Début 1997, la situation des entreprises était excellente. Le taux d'autofinancement dépassait 100 % et l'endettement bancaire des sociétés rapporté au stock de capital physique était inférieur de plusieurs points au niveau atteint en 1991 (21,9 % en 1997 contre 27,7 % en 1991). Le vigoureux effort d'investissement engagé par les entreprises en 1997 a été financé, en partie par recours à des crédits, stratégie permise par la baisse des taux longs. Suite à cet effort d'investissement des entreprises, leur taux d'autofinancement s'est dégradé pour atteindre 85 % en 2001 alors que l'endettement bancaire des sociétés rapporté au stock de capital physique remonte progressivement (24,7 % en 2001). Si ce niveau d'endettement ne remet pas en cause la solvabilité des entreprises, la liquidité des entreprises est, en revanche, mal assurée (graphique 6). Or, cette « fragilité » financière rend les entreprises plus vulnérables et donc plus sensibles à un ralentissement marqué de la conjoncture mondiale.

2. Il faut remonter à 1993 pour retrouver de tels chiffres.

## 6. Trésorerie et résultat d'exploitation



Source : Enquête trimestrielle dans l'industrie, INSEE.

## Un scénario de reprise moins tonique que celui de 1997

Les caractéristiques de la conjoncture récente — relative fragilité de la situation financière, reprise américaine encore incertaine et début de tensions inflationnistes — militent pour une reprise de la croissance moins franche que celle observée en 1996. Elle serait technique dans un premier temps, car liée à un ralentissement du destockage, puis relayée par les dépenses d'investissement des entreprises.

## Une reprise technique au premier semestre 2002...

Les entreprises, qui ont largement déstocké en 2001, ralentiraient leur mouvement de déstockage au premier semestre 2002, ce qui entraînerait une reprise technique au cours du même semestre<sup>3</sup> (contribution des variations de stocks à la croissance de 0,4 % au premier trimestre et 0,2 % au deuxième trimestre).

3. Cette contribution est loin d'être optimiste. Un simple arrêt du destockage contribuerait pour 0,8 point de PIB.

Dans le même temps, les entreprises rétabliraient leur situation financière en limitant investissements et embauches. Le taux d'investissement baisserait et les effectifs employés augmenteraient très peu, la reprise technique étant marquée dans un premier temps par une hausse de la productivité du travail. La demande intérieure hors stock ralentirait fortement au cours des deux premiers trimestres. Le ralentissement de la masse salariale pèserait sur la consommation des ménages. Cependant, le pouvoir d'achat des ménages continuerait de progresser légèrement du fait de deux éléments : le premier, commun aux pays européens, serait la stabilisation des prix de l'énergie et des prix alimentaires au deuxième trimestre 2002 qui contrecarrerait légèrement le ralentissement des salaires. Le second, plus spécifique à la France, provient des baisses d'impôts qui renforceront les revenus des ménages. Le versement d'une deuxième prime à l'emploi aux bas salaires en ce début d'année 2002 va dans ce sens. Dans ces conditions, la progression de la consommation des ménages, bien que moins vive qu'en 2001, resterait voisine de 2 % en 2002 grâce également à une baisse prudente du taux d'épargne.

### ...relayée par une reprise de l'investissement au second semestre...

La reprise de l'économie mondiale à la mi-2002, associée à l'assainissement des comptes des entreprises permettrait une reprise de l'investissement dès le deuxième semestre 2002 qui retrouverait son rôle moteur et prendrait le relais des stocks pour soutenir et alimenter la croissance. La fin de la crise de la nouvelle économie et de la suraccumulation de capital abonderaient dans cette direction.

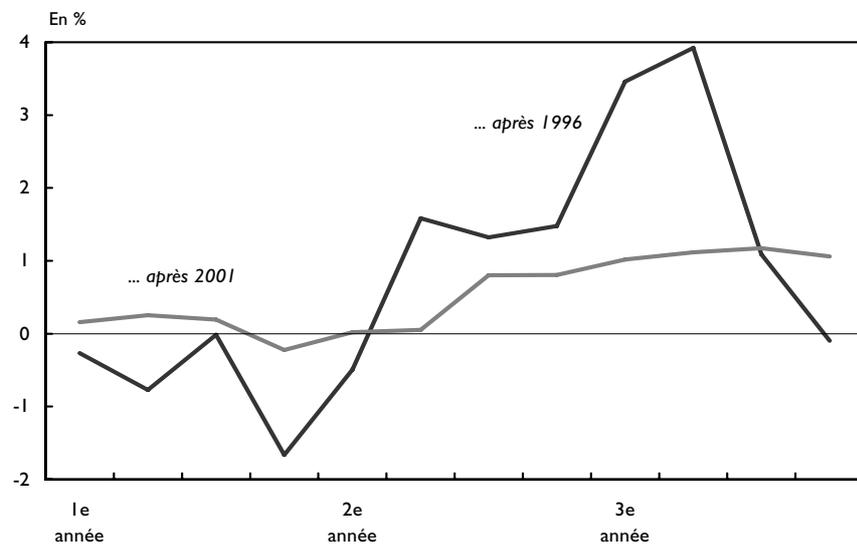
Le redémarrage des dépenses d'investissement serait moins vigoureux que celui observé en 1997 (graphique 7). Le taux d'investissement, qui en volume a fortement baissé depuis début 2001, augmenterait lentement au cours de 2002 et retrouverait fin 2003 les niveaux de 1999 (graphique 8).

Cette reprise progressive de l'investissement devrait s'accompagner d'une légère augmentation des effectifs employés permettant de soutenir la consommation des ménages. La demande intérieure serait consolidée par une baisse du taux d'épargne qui retrouverait le niveau de début 2001. Le taux de chômage commencerait à baisser à partir du dernier trimestre 2002 pour atteindre 8,6 % de la population active à la fin de l'année 2003.

Le retour d'une croissance française soutenue, à partir du troisième trimestre 2002, serait complètement interne au pays. Les deux moteurs

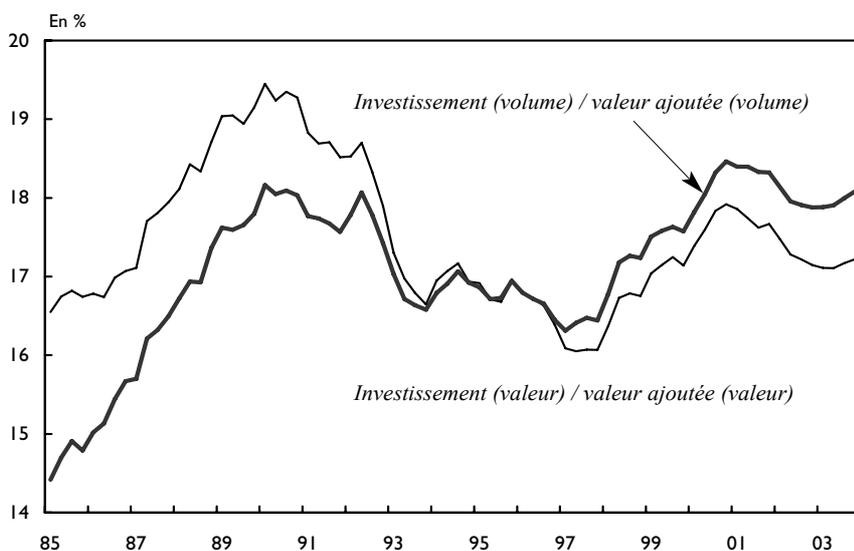
sont en effet l'investissement des entreprises et la consommation des ménages, le commerce extérieur ne contribuant pas au retour de la croissance.

### 7. Scénario de reprise de l'investissement...



Source : Comptes trimestriels, prévisions OFCE.

### 8. Taux d'investissement des sociétés



Source : Comptes trimestriels, prévisions OFCE.

## ... avec une incertitude concernant le comportement des entreprises...

Notre scénario de croissance suppose un assainissement des comptes des entreprises au premier semestre 2002 qui leur permet de libérer des marges de manœuvre par la suite pour leurs investissements. Deux risques pèsent sur cette évolution.

D'une part, les entreprises pourraient continuer à privilégier les marges, satisfaisant à court terme leurs actionnaires, et repousser leurs investissements à une date ultérieure. La dynamique de l'investissement, suivie du retour des embauches, n'aurait pas lieu et la France resterait dans une phase de croissance molle.

D'autre part, les entreprises pourraient échouer dans la maîtrise de l'évolution de leurs coûts salariaux. Il y aurait alors le risque d'une accélération de l'inflation. Une telle évolution mettrait la Banque centrale européenne dans une situation délicate : d'un côté la montée de tensions inflationnistes l'inciterait à resserrer ses taux tandis que la situation financière des entreprises appellerait au contraire à plus de souplesse.

## ... et la politique budgétaire

Dans la période actuelle, il est très difficile de faire des hypothèses de finances publiques : les programmes des différents candidats aux élections présidentielle et législative divergent assez fortement et sont difficiles à quantifier (notamment s'agissant des dépenses). On a supposé que les dépenses croîtraient au même rythme que ces quatre dernières années et que les mesures fiscales prévues dans le plan triennal 2001-2003 seraient mises en œuvre. Globalement, l'impulsion serait légèrement positive. Sous cette hypothèse, et compte tenu de notre scénario économique, le déficit resterait à un niveau « élevé » selon les critères de la Commission européenne : 2,0 % du PIB en 2002 et 2003. Le nouveau gouvernement serait alors dans l'impossibilité de respecter l'objectif d'équilibre en 2004. Mais, il n'est pas souhaitable de chercher à réduire trop rapidement les déficits publics dans une période où l'activité économique est incertaine.

## I. Les révisions des prévisions

Par rapport à notre exercice de prévision réalisé il y a une année, la révision de la croissance pour l'année 2002 est très importante (1,4 point). La principale composante revue à la baisse est l'investissement des entreprises, la dépense des ménages s'ajustant en fonction de la moindre activité.

### Révisions successives des prévisions de l'OFCE

	Prévision pour l'année 2002 faite en...		Prévision pour l'année 2002 faite en...
	03/2001	09/2001	03/2002
Contributions à la croissance du PIB			
Dépenses des ménages	2,0	1,4	1,0
Investissements des entreprises	0,8	0,5	0,0
Dépenses des administrations	0,5	0,5	0,5
Variations de stocks	0,0	0,2	0,1
Total de la demande intérieure	3,2	2,4	1,5
Solde extérieur	- 0,2	- 0,2	0,0
<b>Taux de croissance du PIB</b>	<b>3,0</b>	<b>2,2</b>	<b>1,6</b>

Source : OFCE, e-mod. fr.

## 2. Selon l'indicateur avancé, la France profitera du mouvement général de reprise

Selon les comptes provisoires de l'INSEE, le PIB français a enregistré un recul de 0,1 % au quatrième trimestre 2001 (tableau). Comme pour la zone euro, l'indicateur avancé n'avait pas anticipé une dégradation aussi forte de l'activité : ce dernier prévoyait une croissance de 1,4 % en glissement annuel, contre 0,9 % selon les comptes. Probablement, les conséquences des attentats du 11 septembre aux États-Unis sont-elles incomplètement décrites par l'indicateur (graphique).

Au deuxième semestre 2001, la contribution de l'enquête mensuelle dans l'industrie est devenue fortement négative, - 0,8 %, après un recul continu depuis le point haut du deuxième trimestre 2000. De fait, la situation dans l'industrie décrite par l'enquête est devenue plus dégradée que lors du ralentissement de 1995-1996. En revanche, à la différence du ralentissement observé en 1995-1996, le secteur du bâtiment a continué à soutenir significativement la croissance, ce qui constitue une originalité de la phase conjoncturelle présente.

### La croissance du PIB en glissement annuel

En %, t/t-4

	2001				2002	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2
INSEE	2,9	2,2	2,1	0,9	—	—
Indicateur	3,3	2,5	1,6	1,4	1,8	2,0

Sources : INSEE, calculs et prévisions OFCE.

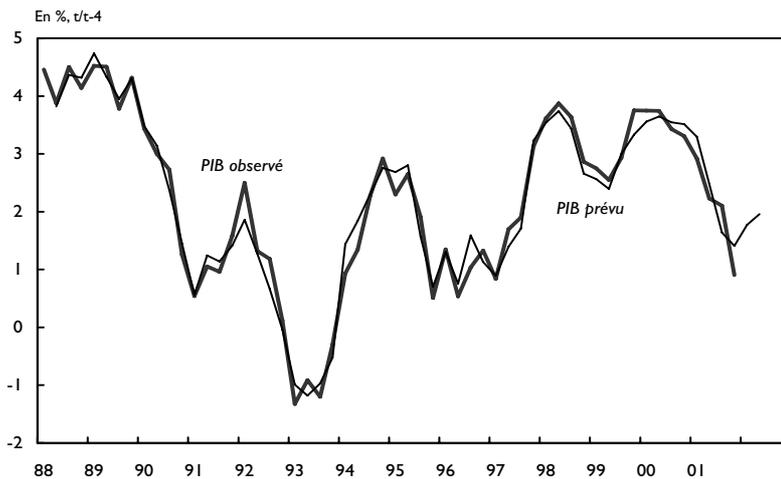
De plus, la contribution de la consommation privée, positive, est restée relativement insensible à la dégradation conjoncturelle depuis environ deux ans, ce qui est une deuxième originalité de la phase actuelle. Enfin, les prix du pétrole, qui avaient significativement freiné la croissance durant la phase de reprise, ont au contraire amorti le mouvement de ralentissement de l'économie.

Pour le premier semestre 2002, une reprise de l'activité est maintenant attendue. La croissance en glissement annuel pourrait ainsi atteindre 1,8 % au premier trimestre, puis 2 % au deuxième, confortant le scénario d'une reprise technique localisée à l'industrie. Le climat des affaires s'y est redressé continuellement depuis décembre 2001, suggérant que le point bas a été atteint au quatrième trimestre de l'année dernière. Sa contribution se redressera significativement, mais demeurera toutefois encore légèrement négative à l'horizon de la prévision, - 0,1 %. Par rapport au quatrième trimestre 2001, 0,7 point de croissance pourrait ainsi être engrangé par ce canal, compensant le recul de la contribution du bâtiment qui resterait toutefois largement positive.

La progression de la consommation devrait se poursuivre selon les rythmes observés depuis plusieurs trimestres : la confiance des ménages, certes en recul, reste plus élevée que lors des phases précédentes de ralentissement, et le recul des prix du pétrole depuis un an réduira la ponction énergétique.

Enfin, les conditions monétaires s'amélioreront, principalement du fait de la baisse des taux d'intérêt, conditionnant l'enclenchement d'un cycle de croissance durable au-delà des facteurs techniques de reprise au début de l'année.

#### Glissement annuel du PIB



## Détail de la prévision

### Ménages : gains de pouvoir d'achat plus faibles

En 2001, le pouvoir d'achat des ménages a été épargné par le ralentissement : il a crû de 3,2 % alors que le PIB en volume croissait de seulement 2 % (tableau 3). Cette évolution est essentiellement due à la masse salariale, qui a été dynamique du fait de l'emploi. L'ajustement des effectifs employés au retournement de l'activité pèserait sur le revenu des ménages, dont les revenus salariaux ralentiraient nettement au cours du premier semestre 2002, pour rebondir ensuite. Par ailleurs, les revenus de la propriété et de l'entreprise reçus par les ménages continueraient de progresser plus rapidement que le PIB, tandis que la politique budgétaire cesserait de contribuer à la croissance du revenu disponible des ménages en 2003 : l'accélération des prélèvements obligatoires pesant sur le revenu des ménages (cotisations des salariés et des non salariés, impôt sur le revenu et sur la fortune) serait doublée d'un ralentissement des prestations sociales.

#### 3. Croissance du revenu réel des ménages

Moyenne annuelle (en %)	2001	2002	2003
Excédent brut d'exploitation	1,9	0,2	1,1
dont :			
Entrepreneurs individuels	2,6	0,8	2,0
Salaires nets	3,8	1,8	2,5
dont :			
Salaires bruts	3,5	1,8	2,5
Cotisations	1,7	2,1	2,4
Revenus de la propriété et de l'entreprise (nets)	5,7	2,3	3,9
Prestations sociales	1,6	2,3	1,6
Impôts directs (y.c. csg)	1,8	- 0,3	1,2
Somme des prélèvements sociaux et fiscaux	2,0	0,7	1,7
Revenu disponible réel	3,2	2,0	2,3
Prix à la consommation	1,6	1,7	1,7

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE en 2002-2003.

### Le ralentissement de la masse salariale...

Le ralentissement de la masse salariale prévu au premier semestre 2002 serait essentiellement dû à une accélération de la productivité. Ainsi, après une période où le contenu en emploi de la croissance a

été fort, celui-ci diminuerait. Le partage de la croissance de la masse salariale se ferait plus en faveur des salaires individuels que dans le passé récent : les gains de productivité par tête seraient d'environ 2 % l'an à partir de la mi-2002, tandis que le pouvoir d'achat du salaire individuel croîtrait de 1,8 % l'an.

Les revenus des entrepreneurs individuels, basés sur la croissance, subiraient eux aussi le creux de l'activité et reprendraient au cours de la deuxième moitié de 2002.

Les revenus de la propriété et de l'entreprise resteraient un élément dynamique du revenu des ménages. Les intérêts d'assurance-vie continueraient de progresser du fait de leur capitalisation : ce support est utilisé comme placement pour compléter les retraites et ne devrait donc pas subir de retrait majeur avant l'arrivée des *baby-boomers* à l'âge de la retraite. Les dividendes reçus par les ménages sont aussi un élément dynamique du revenu, malgré le retournement de l'activité (voir partie entreprises). Seule la croissance des intérêts versés par les ménages qui ont contracté un emprunt viendraient limiter la progression de l'ensemble du poste : l'évolution du stock de crédit et la remontée des taux d'intérêt viendraient alourdir la charge de l'endettement des ménages.

### ... pèse sur la consommation...

Le ralentissement du pouvoir d'achat de la masse salariale des ménages a déjà eu un impact sur la consommation. Par ailleurs, celle-ci a évolué en dents de scie au cours de 2001, essentiellement du fait du profil des prélèvements obligatoires. Au premier trimestre, les ménages ont profité des baisses d'impôts devenues effectives au quatrième trimestre 2000. Au troisième trimestre, ils ont dépensé sans décalage la prime pour l'emploi. Enfin, la consommation du quatrième trimestre a été plombée par celle de l'énergie. À partir du début 2001, les ménages ont tiré parti de la baisse du prix du pétrole pour reconstituer leurs réserves de combustibles de chauffage ; ils se sont arrêtés une fois qu'ils les ont jugées suffisantes. Cependant, la consommation en services marchands, un poste en général peu sensible aux variations conjoncturelles, confirme un ralentissement : après avoir progressé à plus de 1 % par trimestre à la charnière de 2000-2001, elle a augmenté de 0,4 % au quatrième trimestre 2001. Par ailleurs, les chiffres mensuels de la consommation en produits manufacturés montrent une stabilisation des achats en début d'année 2002, après une année 2001 particulièrement faste.

Ainsi, les ménages marqueraient-ils une pause dans leurs achats, du fait de la faiblesse de leurs revenus salariaux et de l'incertitude sur leurs évolutions futures.

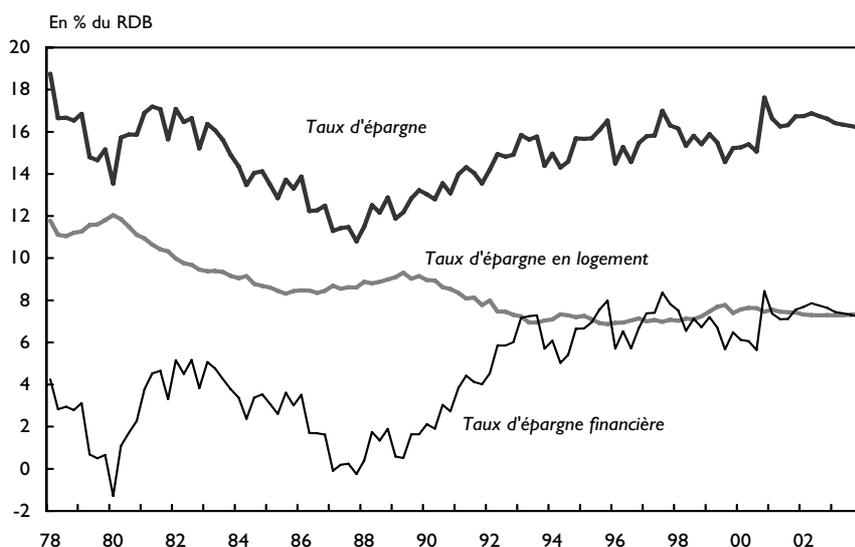
## ... avant une baisse du taux d'épargne

Cependant, le taux d'épargne des ménages reste particulièrement élevé à la fin 2001, au regard de la décennie 1990 (graphique 9). Les ménages adaptent avec retard leur consommation à leur revenu. Celui-ci a fortement accéléré en 2000 et 2001, si bien qu'ils en ont épargné une plus grande partie. Le retour de la croissance devrait ramener une plus grande confiance dans leurs perspectives de revenu et les inciter à puiser dans leur épargne pour consommer, si bien que le taux d'épargne pourrait diminuer. Dans notre scénario, cette baisse est prudente : le taux d'épargne atteindrait 16,2 % à l'horizon de la prévision, la moyenne sur la période 1995-2000 étant de 15,7 %.

Par ailleurs, l'investissement logement serait soutenu par le pouvoir d'achat du revenu disponible, et par le fait que certains ménages ont un accès plus facile au crédit après le dynamisme de la masse salariale en 2000 et 2001. L'encours de crédit progresserait comme le revenu disponible. Cela ne permet qu'une stabilisation du taux d'épargne en logements à 7,3 %, alors qu'il avait atteint 7,6 % en 2000.

Le taux d'épargne financière des ménages resterait à 7,2 % à l'horizon de la prévision, un niveau bien supérieur à celui observé avant les allègements d'impôts, en 1999 (6,5 %).

9. Taux d'épargne des ménages



Sources : Comptes trimestriels, prévisions OFCE.

## Prix : accélération maîtrisée

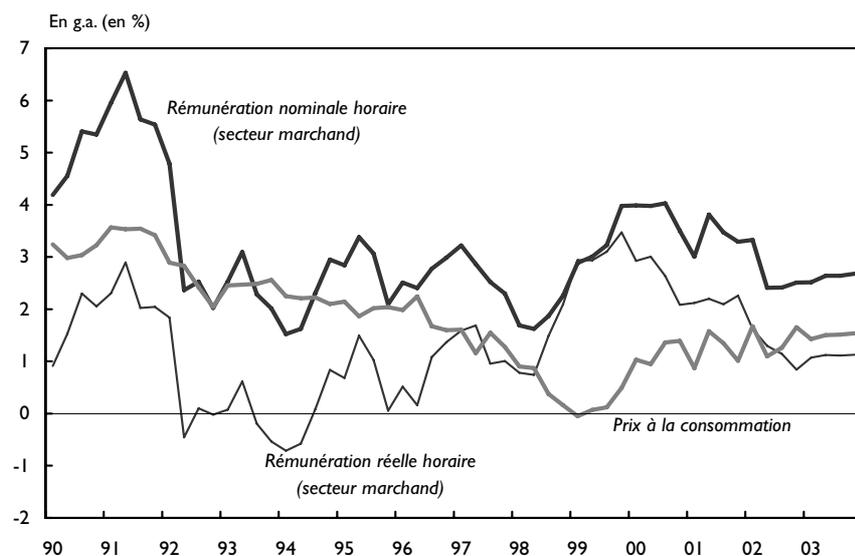
En 2001, l'évolution des prix à la consommation a été erratique, comprise entre 1,2 % en glissement en janvier et 2,3 % en mai. Cette évolution s'explique par des facteurs divers, et notamment les prix de l'alimentation et des produits pétroliers. Cependant, l'évolution marquante pour les prix en 2000 et 2001 a été l'accélération de l'inflation sous-jacente. Le glissement annuel des prix à la consommation hors alimentation, énergie et tabac est passé de 0,2 % en février 2000 à 1,7 % en janvier et février 2002. Les coûts salariaux ont accéléré du fait du ralentissement de la productivité et d'une progression vive du salaire réel. Les entreprises ont répercuté, en grande partie, cette hausse de coûts dans leurs prix de vente. À l'horizon de la prévision, ce cercle vicieux serait brisé par l'impact de la baisse des prix internationaux du pétrole au dernier trimestre 2001 et par une reprise de la productivité induite par le retournement de l'activité. L'inflation sous-jacente se stabiliserait à 1,6 % en rythme instantané annualisé. Nous avons fait par ailleurs l'hypothèse que les prix de l'énergie et de l'alimentaire se stabilisaient à leur niveau de février 2002. Aussi, compte tenu des évolutions observées au premier trimestre 2002, les prix à la consommation croîtraient de 1,8 % en 2002 en glissement annuel et de 1,7 % en 2003.

## Choc pétrolier et ralentissement

L'accélération de l'inflation sous-jacente depuis début 2000, partie il est vrai d'une quasi-stabilité des prix au début de 2000, reflète la diffusion de la hausse du prix du pétrole de 1999-2000, l'impact d'une baisse rapide du taux de chômage sur la formation des prix et le ralentissement de la productivité. Le choc pétrolier de 1999-2000 a généré des tensions inflationnistes *via* l'inflation importée : le renchérissement des matières premières liées aux produits pétroliers n'a été que partiellement répercuté dans les prix de vente industriels ou des services. Par ailleurs, la hausse du prix des carburants et du fioul a entraîné une accélération des prix à la consommation, qui se répercute partiellement dans les salaires. L'analyse est compliquée par les implications du passage aux 35 heures sur la répartition entre baisses de charges, gains de productivité et modération salariale. Nous avons fait l'hypothèse que les 35 heures dans les entreprises de moins de 20 salariés n'auraient pas d'impact sur le coût salarial, les allègements de charges salariales compensant le coût des heures supplémentaires, sans impact sur l'emploi.

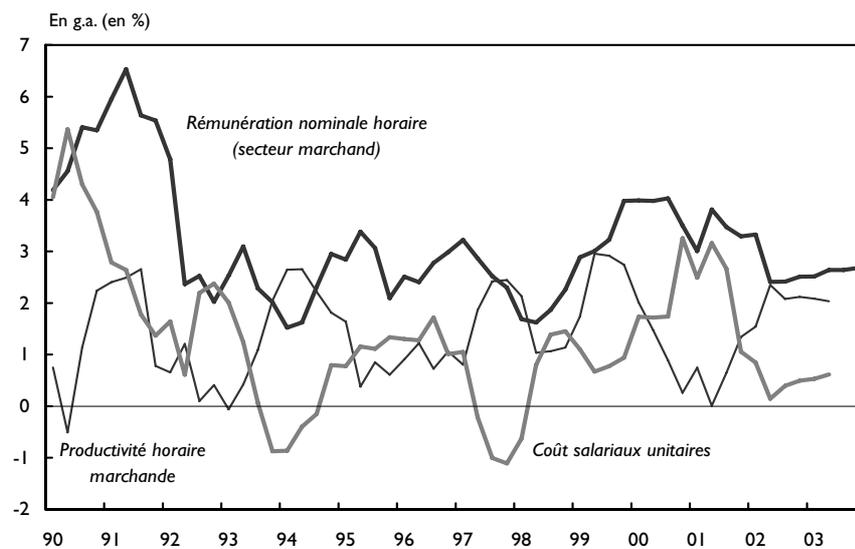
En 1999 et 2000, le coût horaire du travail a progressé vivement, du fait de la réduction du temps de travail (graphiques 10 et 11).

### 10. Rémunérations horaires et pouvoir d'achat



Sources : INSEE, comptes nationaux, prévision OFCE.

### 11. Coûts salariaux unitaires marchands



Sources : INSEE, comptes nationaux, prévision OFCE.

Cependant cette dernière s'est accompagnée de gains de productivité horaire qui ont contenu les coûts salariaux unitaires. En 2000 et 2001 le ralentissement économique a pesé peu à peu sur la productivité, alors même que les rémunérations résistaient, si bien que les coûts salariaux unitaires ont crû à un rythme que l'on n'avait pas observé en France depuis la fin du cycle précédent, en 1990. Les salariés ont obtenu un rattrapage de la hausse des prix de consommation observée au cours de 2000, rattrapage rendu possible par la fin de certaines clauses de modération salariale signées lors du passage aux 35 heures. Par ailleurs, le Smic des salariés à 39 heures a crû très vivement du fait de son mode de calcul<sup>4</sup> : 3,2 % et 4,0 % respectivement en juillet 2000 et 2001, une progression très supérieure à l'inflation. Cela pèse essentiellement dans les secteurs de services à forte proportion de bas salaires et de petites entreprises, comme l'hôtellerie, la restauration, les cafés, les salons de coiffure... Les entreprises ont réussi à conserver leurs marges en augmentant leurs prix.

Ces déséquilibres, s'ils sont habituels en période de ralentissement, pourraient dégénérer en un dérapage des prix. Dans notre scénario, nous avons écarté cette hypothèse. L'évolution de la productivité s'est stabilisée au dernier trimestre 2001, alors même que la croissance était négative. L'ajustement de l'emploi au niveau d'activité s'est donc enclenché. Nous avons supposé qu'il se poursuivrait au premier semestre 2002. Par ailleurs, la progression au trimestre le trimestre des rémunérations horaires s'est stabilisée, après un bond au premier trimestre 2001 dû à la réduction du temps de travail : dans l'enquête ACEMO, le salaire mensuel de base a crû de 1,2 % au premier trimestre 2001 puis de 0,5 % aux deuxième et troisième trimestres.

## Moins d'événements modérant les prix

En 2000, les prix à la consommation en France ont bénéficié d'événements qui ont modéré l'inflation, dont l'importance a diminué en 2001 et 2002 (tableau 4). Parmi les éléments de fiscalité, la baisse du taux de TVA et la suppression du droit au bail pesant sur les loyers ne sont pas susceptibles de se reproduire. La TIPP flottante a permis de limiter l'impact de la hausse des cours du pétrole brut sur les prix des carburants. En retour, elle amortit aussi la baisse observée au cours du dernier trimestre 2001. Enfin, la hausse du prix du tabac plus forte en 2002 combine une hausse de la taxe sur le tabac et une revalorisation du prix de vente hors taxe.

4. Voir Chauvin, Heyer (2001) : « L'affaire des 7 Smic », *Lettre de l'OFCE*, n° 207, 16 juillet.

#### 4. Évènements ponctuels sur les prix à la consommation

En %

	Poids total 10 000	2000	2001	2002
Baisse du taux de TVA (avril 2000)		- 0,5		
TIPP flottante	499		- 3,2	+ 0,9
Loyers				
Suppression du droit au bail	597	- 1,3	- 0,7	
Prix du tabac	195	+ 4,5	+ 5,2	+ 8,2
Electricité	207	- 1,9	+ 1 (sept.)	
Télécommunications — téléphonie	232	- 7,8	- 2,1	0

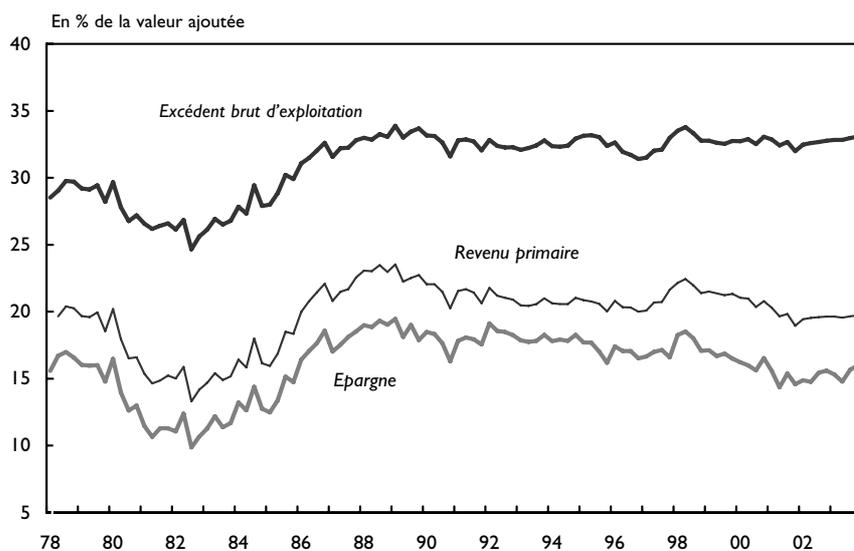
Sources : INSEE, calcul OFCE.

Enfin, les grandes entreprises publiques ont diminué leurs prix du fait de la concurrence ou des menaces d'ouverture du marché notamment en 2000. Cela a concerné la téléphonie et l'électricité. Au vu de la situation financière des opérateurs de télécommunication, de nouvelles baisses (elles ont atteint 10,1 % entre janvier 1998 et septembre 2001) semblent improbables. Par ailleurs, EDF a baissé le prix de l'électricité de 11,5 % entre janvier 1997 et janvier 2001.

## Des entreprises soucieuses

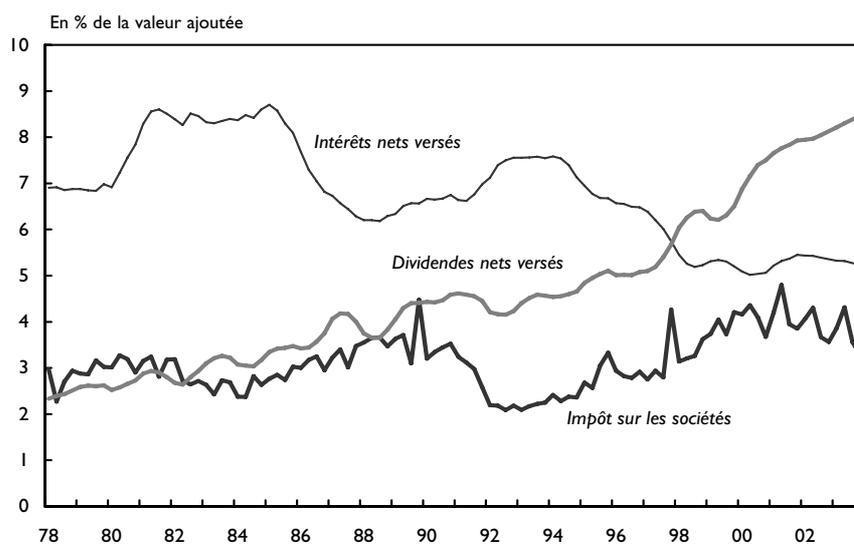
En 2001, la vive progression des coûts salariaux n'a pu être complètement compensée par l'évolution des prix de production, si bien que le taux de marge des entreprises s'est légèrement dégradé. Cependant, la reprise technique de la première moitié de 2002 devrait s'accompagner de gains de productivité qui permettraient aux entreprises de retrouver, dès le premier semestre de 2002, les marges observées à la fin 2000. En revanche, l'évolution des charges financières et de l'accès au financement externe est plus préoccupante (graphiques 12 et 13). La reprise de l'investissement serait donc limitée par la nécessité des entreprises d'améliorer leur situation financière. Ainsi, le taux d'investissement des sociétés non financières diminuerait encore au cours de la première moitié de 2002. Du pic de 18,5 % observé à la fin de 2000, il passerait à 17,9 % au deuxième trimestre 2002. Au troisième trimestre 2002, la restauration des marges et surtout l'amélioration des perspectives de débouchés permettraient une reprise de l'investissement, qui croîtrait au départ de 0,5 % par trimestre et accélérerait pour atteindre des rythmes trimestriels de 1,3 %. Cependant, le taux d'investissement n'augmenterait que lentement au cours de 2002, pour atteindre 18,1 % à l'horizon de la prévision. Cette évolution n'implique qu'un recours modéré au financement externe, recours qui a nettement ralenti en 2001.

## 12. Ratios des entreprises en France



Sources : INSEE, comptes nationaux, prévision OFCE.

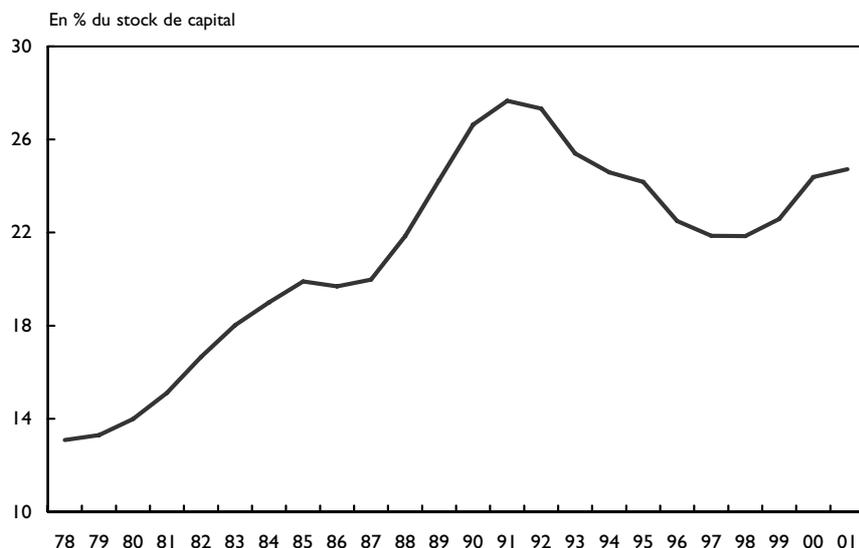
## 13. Comptes des entreprises en France



Sources : INSEE, comptes nationaux, prévision OFCE.

De 1993 à 1999, la charge d'intérêts des entreprises a diminué du fait de leur désendettement et de la baisse des taux. En 1999 et 2000, leur recours au crédit s'est à nouveau accéléré, amenant une augmentation des intérêts versés (graphique 14). À l'horizon de la prévision, les entreprises ne contracteraient de nouveaux crédits que de façon modérée, si bien que le poids de la charge d'intérêt resterait stable dans la valeur ajoutée.

#### 14. Crédits bancaires des sociétés non financières



Sources : INSEE, comptes nationaux, prévision OFCE ; Banque de France, Tableau d'opérations financières.

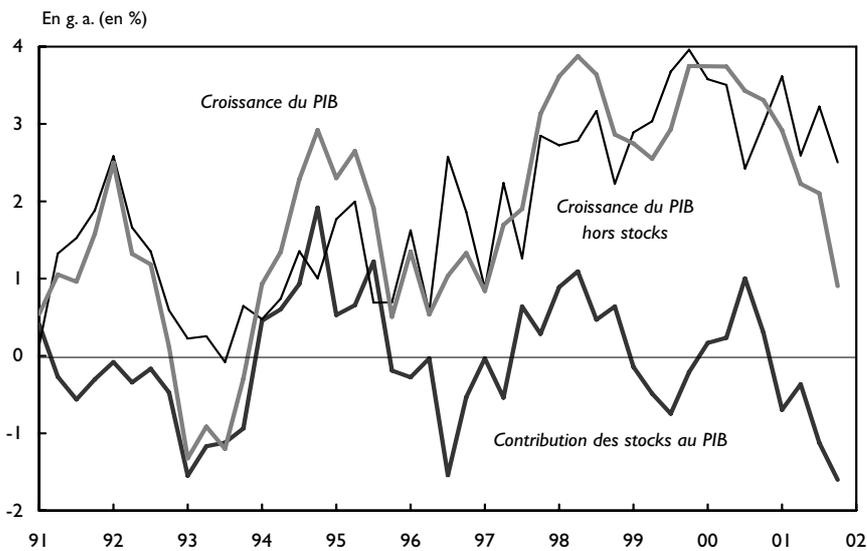
De 1997 à 2000, les dividendes nets versés par les entreprises ont progressé vivement, à l'exception d'une pause en 1999, lors du « trou d'air ». Dans notre scénario, nous avons retenu un ralentissement, qui ne serait toutefois pas aussi marqué qu'en 1999. Les entreprises tenteraient de compenser une partie de la chute des cours boursiers par une politique de dividendes plus généreuse, dans l'espoir de rendre le placement en actions plus attractif, comme cela a déjà été le cas en 2001. Cependant, le retour du dynamisme du marché des actions, ainsi qu'un recours au financement de marché moins important que durant la reprise de 1997, permettraient aux entreprises de limiter la progression des dividendes à l'horizon 2003.

Enfin, les entreprises bénéficieraient d'une baisse de la fiscalité du fait de la suppression de la surtaxe Juppé en 2002 et 2003. Cela participerait à la restauration de la situation financière des entreprises.

## Variations de stocks hachées

Les retournements conjoncturels sont souvent marqués par des forts mouvements de stocks. Après la période de forte croissance, comme celle qu'a connue la France de 1997 à début 2001, les entreprises ont produit beaucoup et accumulé des stocks pour satisfaire la demande à venir élevée. En 2001, l'incertitude des entrepreneurs sur les débouchés les a conduit à ralentir leur production, entraînant un ralentissement de l'investissement et des créations d'emplois. Les entreprises ont donc répondu à la demande en puisant massivement dans leurs stocks (graphique 15).

### 15. Taux de croissance du PIB et contribution des variations de stocks

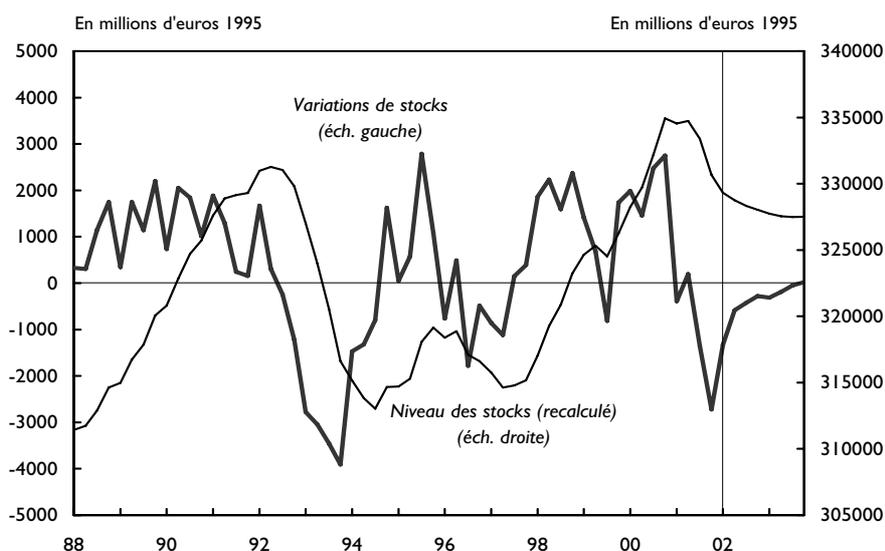


Sources : INSEE, calcul OFCE.

Depuis le début de l'année 2001, la contribution, en glissement annuel, des variations de stocks à la croissance est négative. Hors variations de stocks, la croissance française est restée à des niveaux élevés (3 % en moyenne annuelle).

Ainsi, le ralentissement de la croissance française s'explique par l'attitude attentiste des entrepreneurs qui ont réduit leur rythme de production, et ayant accumulé beaucoup de stocks de la mi-1997 à la fin 2000 (graphique 16), ont pu, en 2001, aisément répondre à la demande en déstockant.

16. Niveau et variation des stocks \*



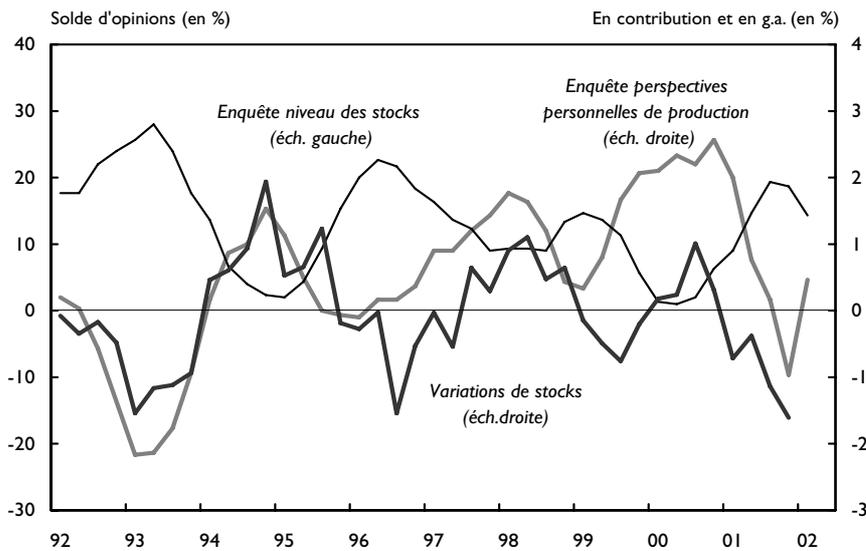
\* Le niveau des stocks est calculé à partir de la valeur des stocks de 1995, publiée dans les comptes de patrimoine, à laquelle on ajoute les variations de stocks au prix de 1995 des comptes trimestriels.  
Sources : INSEE, calcul OFCE, prévision OFCE.

À partir du premier trimestre 2002, les entreprises devraient ralentir ce comportement de déstockage. Les enquêtes dans l'industrie abondent dans ce sens. Depuis le point bas de novembre 2001, les perspectives de production se sont fortement redressées et les entrepreneurs considèrent que leur niveau de stock au premier trimestre 2002 est moins élevé qu'au quatrième trimestre 2001 (graphique 17).

L'arrêt progressif du fort déstockage au premier semestre 2002, en contribuant positivement à la croissance, respectivement de 0,4 et 0,2 point aux premier et deuxième trimestres, permettrait une reprise technique de la croissance. Notre scénario ne suppose donc pas une reprise technique brutale. En effet, un simple arrêt du mouvement de déstockage au premier trimestre 2002 contribuerait à une augmentation de la croissance de 0,8 point.

À partir du troisième trimestre 2002 et jusqu'à la fin 2003, les entreprises prolongeraient un léger mouvement de déstockage, pour retrouver un niveau de stocks proche de celui de début 2000.

## 17. Variations de stocks et enquêtes dans l'industrie



Source : INSEE.

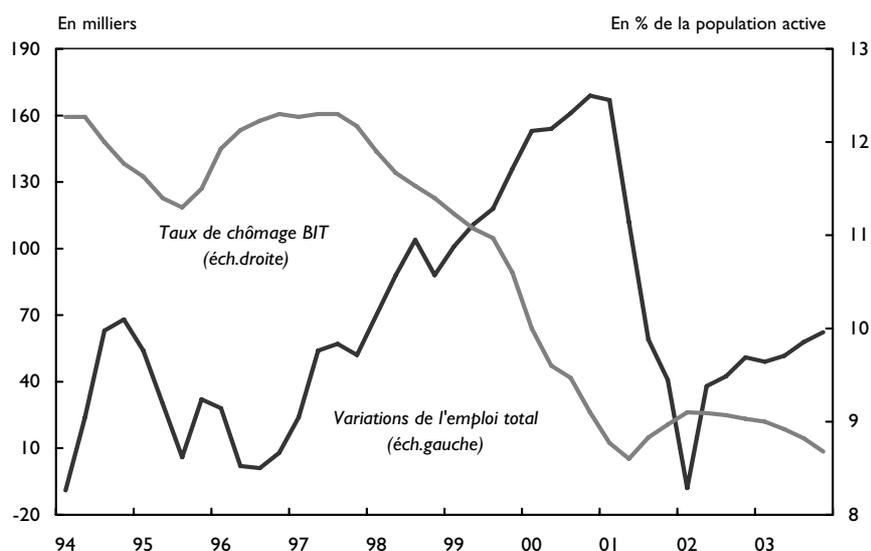
## Emploi : la fête est finie

Après une année record en termes de créations d'emplois (640 000 au total en 2000), l'année 2001 a connu un retournement sur le marché du travail qui s'est caractérisé par la remontée du taux de chômage à partir du troisième trimestre. Cet effet est à la fois le résultat du ralentissement de la croissance en 2001 et de l'épuisement des politiques de l'emploi.

Les effets du ralentissement de la croissance française en 2001 se sont fait sentir avec retard sur l'emploi, les entrepreneurs ajustant leurs effectifs avec un certain délai. Le cycle de productivité a permis de maintenir les créations d'emploi à un niveau élevé (graphique 18) pendant les deux premiers trimestres 2001 (170 000 au premier trimestre et 110 000 au deuxième trimestre). Le rythme de croissance de l'emploi a chuté brutalement à partir du troisième trimestre 2001, ce qui s'est traduit par une remontée du taux de chômage.

Les politiques économiques (35 heures, CES, emplois jeunes...), qui ont contribué largement aux créations d'emplois jusqu'en 2000 ont eu tendance à s'essouffler en 2001. En effet, les embauches liées aux 35 heures, se sont ralenties de 170 000 en 2000 à 80 000 en 2001. En 2002, elles ne devraient être que de 35 000 selon nos calculs, le passage des PME aux 35 heures n'entraînant pas de nouvelles embauches. De même, les emplois jeunes ont généré 20 000 emplois supplémentaires en 2001 contre plus de 40 000 pour l'année 2000.

### 18. Variations de l'emploi et taux de chômage



Sources : Ministère du travail, INSEE, prévisions OFCE.

Au total, au cours de l'année 2001, la France a créé 380 000 emplois, soit 40 % de moins qu'en 2000 (tableau 5).

Ce ralentissement de la décrue du chômage en 2001 est un phénomène commun à tous les pays industrialisés. Les cycles communs de croissance des pays avancés se retrouvent dans les évolutions de l'emploi et du chômage. Cependant, la France, avec une croissance à la fois supérieure à la moyenne de l'Union européenne en 2001 mais aussi plus riche en emplois, a pu avoir une baisse de son taux de chômage

### 5. Emploi et chômage

Fin d'année	Variation 2001		Variation 2002		Variation 2003	
	%	Milliers	%	Milliers	%	Milliers
<b>Effectifs salariés</b>						
Secteurs marchands, dont	1,8	278	0,4	59	1,1	168
– Industrie	0,9	47	– 0,6	– 33	0,2	9
– Services	2,3	231	0,9	92	1,5	158
Secteurs non marchands, dont	1,5	101	1,0	66	0,8	54
– Emplois aidés (CES ...)	– 5,1	– 26	4,7	23	3,1	16
<b>Emploi total</b>	<b>1,6</b>	<b>379</b>	<b>0,5</b>	<b>127</b>	<b>1,0</b>	<b>242</b>
<b>Population active (calculée avec le chômage BIT)</b>	<b>1,4</b>	<b>363</b>	<b>0,6</b>	<b>154</b>	<b>0,5</b>	<b>142</b>
<b>Chômage BIT</b>	<b>Niveau</b>	<b>Variation</b>	<b>Niveau</b>	<b>Variation</b>	<b>Niveau</b>	<b>Variation</b>
	2 389	– 16	2 416	27	2 316	– 100
<b>Taux de chômage au sens du BIT</b>	9,0	– 0,1	9,0	0,0	8,6	– 0,4

Sources : INSEE et Ministère du travail ; prévision OFCE.

plus forte que ses voisins européens (– 0,6 point en moyenne annuelle pour la France contre – 0,4 pour l'UE) (tableau 6).

Après avoir atteint le point haut en juin 1997, le nombre de chômeurs a diminué de plus d'un million jusqu'en avril 2001. Depuis cette date, la croissance économique et les politiques de l'emploi menées par le gouvernement, moteurs des créations d'emploi depuis 1998, se sont essouffés, engendrant un retournement sur le marché du travail. Le nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois (DEFM) a en effet augmenté de près de 150 000 d'avril 2001 à janvier 2002. Le taux de chômage qui avait atteint 8,6 % de la population active au deuxième trimestre 2001 est remonté à 9 % en fin d'année.

#### 6. Taux de croissance du PIB et variations des taux de chômage BIT

Moyenne annuelle

Données CVS	1999		2000		2001	
	U <sup>1</sup>	PIB <sup>2</sup>	U	PIB	U	PIB
Allemagne	– 0,7	1,8	– 0,7	3,0	0,0	0,7
Espagne	– 3,0	4,1	– 1,8	4,1	– 0,8	2,7
France	– 0,7	3,0	– 1,4	3,4	– 0,6	2,0
Italie	– 0,4	1,6	– 0,9	2,9	– 0,7	1,8
Pays-Bas	– 1,0	3,7	– 0,5	3,5	– 0,2	1,4
Royaume-Uni	0,1	2,1	– 0,9	2,9	– 0,4	2,3
UE	– 0,7	2,6	– 0,9	3,4	– 0,4	1,7
États-Unis	– 0,3	4,1	– 0,2	4,1	0,8	1,1
Japon	0,6	0,8	0,1	1,5	0,3	– 0,7

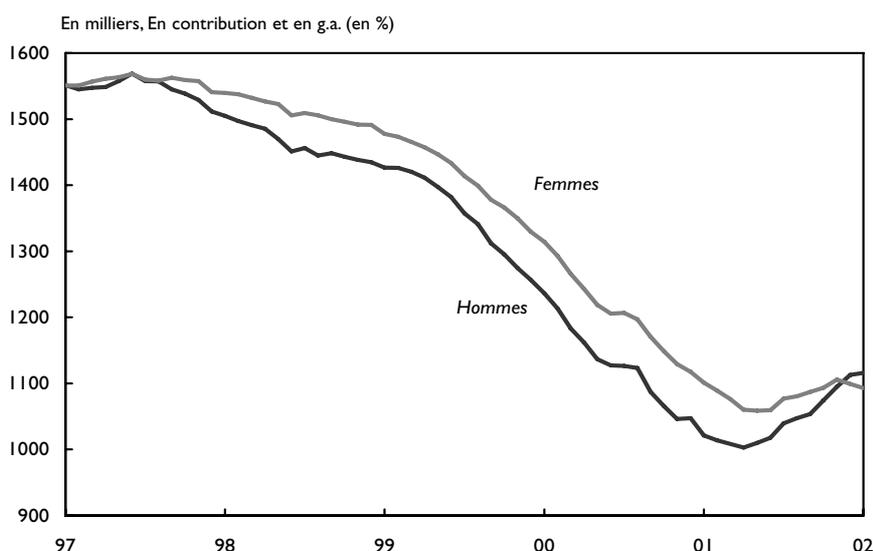
1. U = Variation du taux de chômage en points de pourcentage.

2. PIB = Taux de croissance du PIB en pourcentage.

Sources : OCDE.

Si le chômage des individus des deux sexes a connu une baisse sensible depuis juin 1997, les hommes en ont néanmoins profité davantage (graphique 19). Symétriquement, depuis avril 2001, les effets du ralentissement de l'économie et des politiques de l'emploi ont eu des conséquences plus marquées sur la remontée du chômage des hommes que sur celle des femmes. En janvier 2002, les demandeurs d'emploi de sexe masculin étaient même plus nombreux que les femmes (+ 23 000). Deux explications à ce phénomène peuvent être avancées. La première, la principale, est liée à la différence de comportement conjoncturel des hommes et des femmes sur le marché du travail. Les femmes sont en effet plus sensibles que les hommes aux variations conjoncturelles. En période d'amélioration de la situation conjoncturelle, les femmes inactives se présentent plus facilement que les hommes sur le marché du travail pour chercher un emploi. À l'inverse, en période de ralentissement, elles sortiront plus aisément de l'activité. Cet effet de flexion, plus fort chez les femmes que chez les hommes, joue en quelque sorte le rôle d'« amortisseur », ralentissant aussi bien la décrue que la remontée du chômage des femmes. Cette différence explique que les variations du chômage soient plus marquées chez les hommes que chez les femmes.

19. Demandeurs d'emplois en fin de mois (catégorie I) selon le sexe



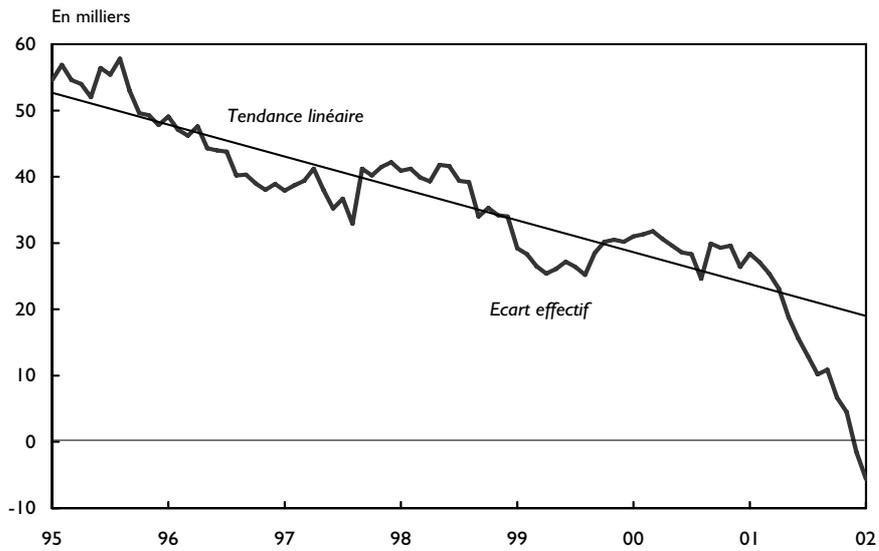
Source : ANPE.

La seconde explication est plus ponctuelle. La fin du service militaire a augmenté le nombre de jeunes chômeurs. En effet, s'il existe une baisse tendancielle de l'écart entre le nombre de jeunes chômeurs femmes et hommes, cet effet est plus marqué depuis janvier 2001 (graphique 20). La différence en 2001 entre la tendance linéaire et la courbe effective pourrait s'expliquer par la fin du service militaire. Cet effet aurait contribué à augmenter le nombre de DEFM hommes d'environ 25 000 personnes en 2001.

Les nombreuses créations d'emploi depuis fin 1997 ont permis de maintenir les flux de sorties de l'ANPE à un niveau élevé et même de les augmenter entre septembre 1998 et mai 2000. Elles ont aussi et surtout permis de faire baisser de façon importante les inscriptions au chômage (graphique 21). Entre juin 1997 et novembre 2000, les flux d'entrée au chômage ont diminué de 16 % alors que les sorties sont restées à un niveau stable. Globalement, pendant cette période, une part croissante d'inactifs a trouvé un emploi sans passer par l'ANPE. L'évolution des inscriptions des premières entrées à l'ANPE confirme cette idée. Celles-ci sont en effet passées de 13,4 % du flux total d'entrées en juillet 1997 à 6,1 % en juin 2001.

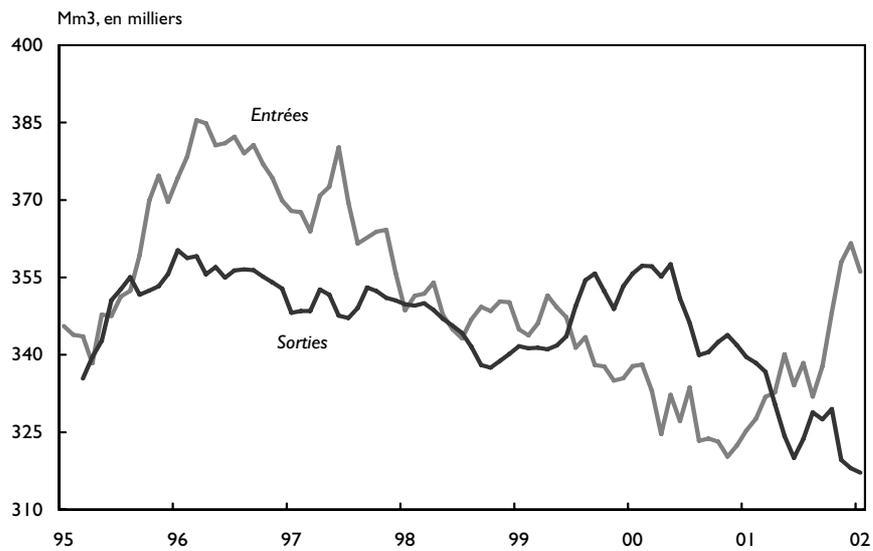
Depuis avril 2001, les flux d'entrées à l'ANPE sont, à nouveau, supérieurs aux sorties, et l'écart est allé croissant jusqu'à la fin de l'année 2001. Après plusieurs années de baisse tendancielle des inscriptions à l'ANPE, le flux d'entrées au chômage remonte depuis novembre 2000 et ce mouvement s'est accéléré à partir de septembre 2001.

## 20. Différence entre les DEFM de moins de 25 ans femmes et hommes



Sources : ANPE, calcul OFCE.

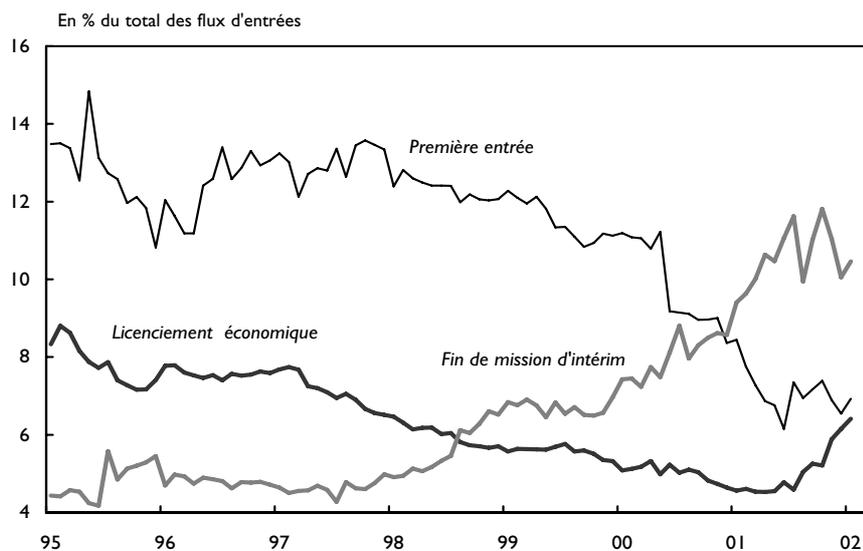
## 21. Flux d'entrées et de sorties à l'ANPE



Sources : ANPE, calcul OFCE.

L'augmentation des inscriptions au chômage entre novembre 2000 et août 2001 s'explique, en grande partie, par la hausse importante des fins de mission d'intérim (graphique 22). Cela fait suite au fort développement de l'emploi intérimaire entre 1997 et début 2001 et à sa forte chute au premier semestre 2001. Au deuxième semestre 2001, la part des licenciements économiques dans les motifs d'inscription à l'ANPE, ont, quant à eux, beaucoup augmenté, passant de 4,6 à 6,4 %. Cependant, cette part a massivement baissé entre 1993 et la mi-2001, et elle représente en janvier 2002 le plus faible pourcentage des entrées au chômage avec les démissions (6,3 %), loin derrière les fins de CDD (28 %).

## 22. Flux d'entrées à l'ANPE selon le motif



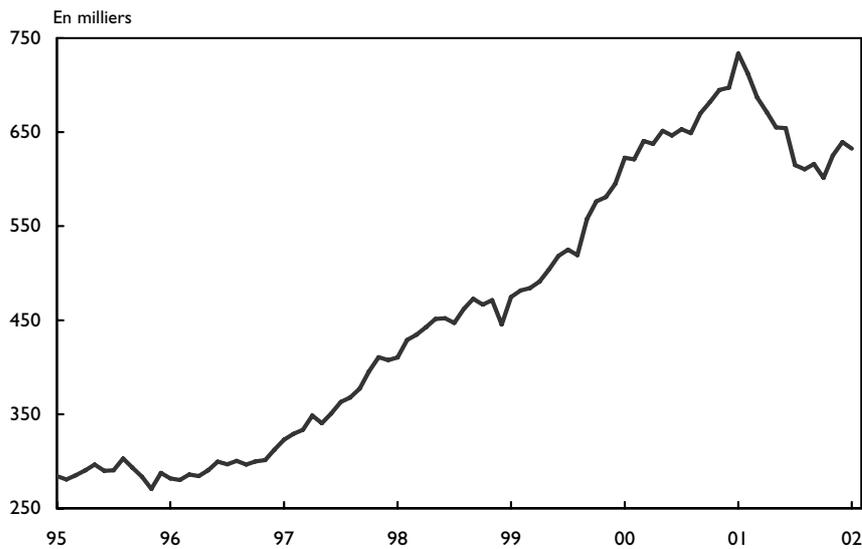
Sources : ANPE, calcul OFCE.

Le rebond progressif de la croissance en 2002 permettrait une stabilisation du taux de chômage puis un retour à la baisse du chômage à partir de 2003. Une croissance forte de la productivité par tête, liée à la fin de la diffusion de la réduction du temps de travail dans les entreprises et au cycle de productivité, atténuerait fortement les créations d'emplois au premier semestre 2002 (0 % au premier trimestre et 0,2 % au deuxième trimestre 2002). La reprise plus vigoureuse de la croissance à partir du troisième trimestre 2002, corrélée au rebond de l'investissement des entreprises, devrait permettre des créations d'emplois plus soutenues. La légère reprise de l'emploi intérimaire, variable d'ajustement des entreprises à la production désirée, succédant à une forte baisse entre janvier et octobre 2001 (graphique 23), abonde dans le sens d'un retour progressif de la dynamique de l'emploi. Cependant, les créations d'emploi se feraient à un rythme moins élevé

que les années précédentes (0,2 % en rythme trimestriel du troisième trimestre 2002 au deuxième trimestre 2003, puis 0,3 % jusqu'à la fin 2003).

Le ralentissement progressif de la hausse tendancielle de la population active, à partir de 2002, liée au passage des premières générations du *baby-boom* à des âges d'activité plus faibles, devrait permettre, malgré la faible croissance de l'emploi, une baisse du taux de chômage au dernier trimestre 2002 qui se poursuivrait jusqu'à la fin de l'année 2003. Le taux de chômage serait de 9 % de la population active fin 2002 et de 8,6 % fin 2003.

### 23. Emploi intérimaire

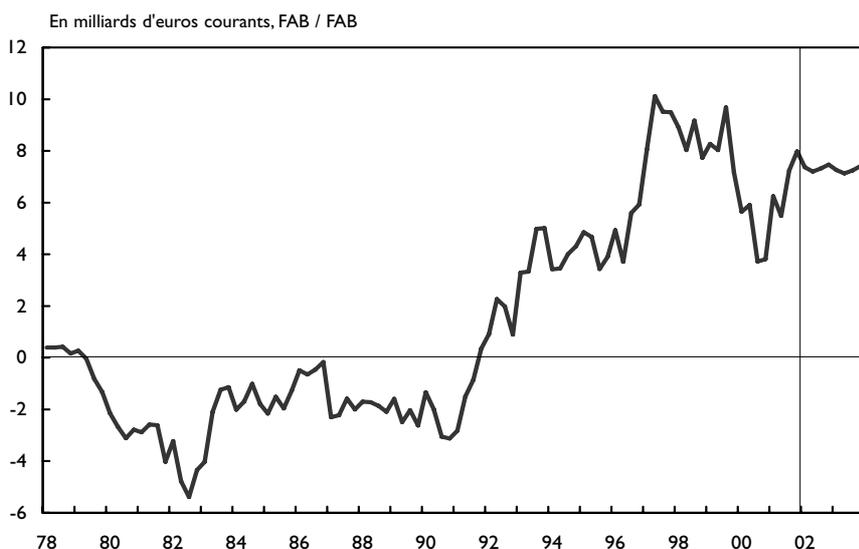


Source : UNEDIC.

## Commerce extérieur : net repli des échanges

En 2000, l'excédent commercial a continué sa décrue engagée depuis deux ans. En fin d'année, le solde des échanges de biens et services FAB-FAB a atteint 19,1 milliards d'euros, soit une baisse de plus de 40 % par rapport à 1999 (graphique 24). En 2001, ce solde connaît une nette progression en s'établissant à 27 milliards d'euros. Réalisé dans un contexte de fort ralentissement des échanges commerciaux, ce redressement du solde extérieur résulte d'un repli plus marqué des importations que des exportations, ces dernières étant dopées au premier semestre par des ventes exceptionnelles d'avions et de paquebots.

## 24. Solde extérieur des échanges de biens et services



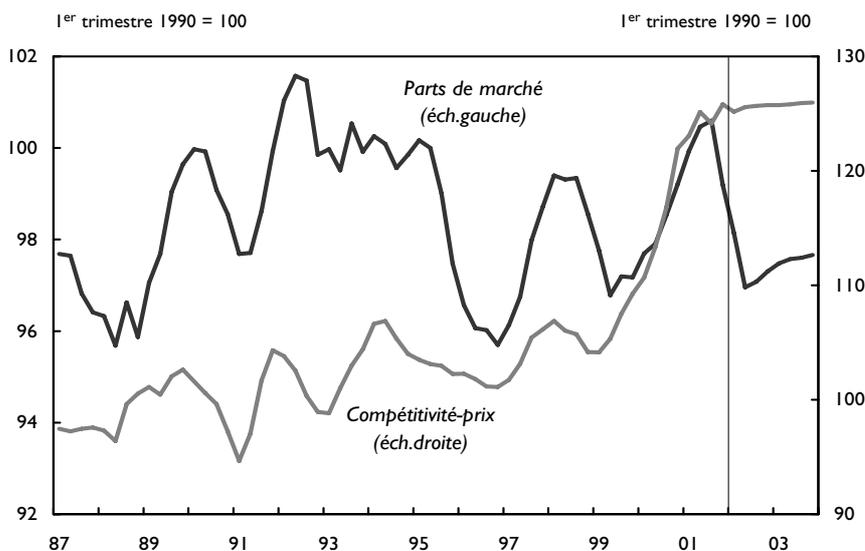
Sources : INSEE-comptes trimestriels, prévisions OFCE, e.mod.fr.

En 2002, sous le double effet d'une demande mondiale toujours déprimée et d'une croissance supérieure en France par rapport à ses principaux partenaires, le commerce extérieur ne contribuerait en rien à la croissance du PIB et ce en dépit d'une bonne compétitivité prix et hors prix des produits français.

## En 2001, malgré une bonne compétitivité la France a perdu des parts de marché...

En 2001, à la faveur de la faiblesse de la monnaie unique, la compétitivité-prix de l'économie française s'est maintenue à un niveau élevé (graphique 25). Malgré ce bon positionnement par rapport aux principaux concurrents en termes de prix (plus faible inflation de la zone euro), la France a curieusement perdu des parts de marché en fin d'année 2001.

## 25. Évolution de la compétitivité-prix et des parts de marché en France



Sources : INSEE-comptes trimestriels, prévisions OFCE, e.mod.fr.

## ... principalement dans l'Union européenne...

Ainsi, depuis le début de l'année 2001, les exportations françaises, bien que bénéficiant de la faiblesse de l'euro, ont subi le tassement du commerce mondial. Ce tassement est lié au ralentissement de l'économie américaine et à sa diffusion chez nos principaux partenaires. Après avoir progressé de 13,3 % en 2000, la croissance du volume des exportations a été de 1,1 %, rythme inférieur à celui observé en 1999 (3,1 %).

Le repli des ventes françaises ne se concentre pas uniquement sur le marché américain mais concerne également le commerce intra-européen. Comme l'indique le tableau 7, le ralentissement outre-Atlantique s'est progressivement diffusé à l'Europe. La faiblesse de la demande intérieure chez nos principaux partenaires et la crise agricole expliquent près de 70 % du repli des ventes de la France. Les exportations notamment vers l'Allemagne et l'Espagne ont fortement baissé en 2001 et tout particulièrement en fin d'année.

S'il est possible de localiser à la fois les pays responsables de cette baisse de parts de marché ainsi que les branches les plus touchées (biens intermédiaires, du matériel informatique et de la téléphonie et de l'équipement électroménager), il est toutefois difficile d'avancer une explication à celle-ci. Si l'on se réfère à notre modèle macro-économétrique, e-mod. fr, la croissance des exportations aurait dû être, en 2001, trois fois plus forte que celle observée (3,3 % au lieu de 1,1 % observé) (graphique 26).

## 7. Contribution à la croissance des exportations françaises

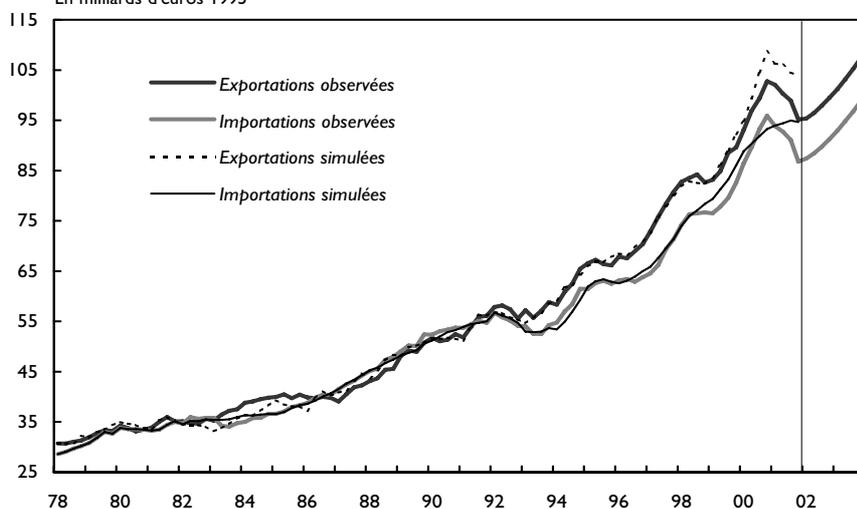
CAB/FAB hors matériel militaire

	Poids 2000	1999		2000				2001			
		T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>5,7</b>	<b>1,0</b>	<b>4,7</b>	<b>5,4</b>	<b>-0,2</b>	<b>4,8</b>	<b>-0,6</b>	<b>-2,6</b>	<b>-0,4</b>	<b>-6,7</b>
dont											
Union européenne	62,4	3,3	2,0	1,5	2,2	0,7	0,5	-0,5	-1,0	-0,5	-4,9
Zone EURO	50,2	2,1	2,6	1,0	2,2	-0,5	0,9	-0,1	-1,0	-0,8	-4,1
OCDE hors UE	19,7	1,2	-0,3	2,0	1,0	0,4	1,3	-0,6	-0,4	0,3	-2,0
États-Unis	8,6	0,4	0,3	1,0	0,2	0,0	1,8	-1,0	-0,4	0,2	-0,3
Asie hors Japon	5,8	0,7	-0,2	0,4	0,7	-0,2	0,5	0,3	-0,5	0,1	-0,3
Japon	1,7	0,2	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Afrique	5,6	0,2	0,4	0,4	0,7	0,0	-0,2	0,4	-0,7	0,5	-0,4
Reste du monde	4,9	0,1	-1,0	0,2	0,7	-1,2	2,5	-0,2	0,0	-0,7	0,9

Sources : Douanes, calculs OFCE.

## 26. Ensemble des échanges extérieurs

En milliards d'euros 1995



Sources : INSEE-comptes trimestriels, prévisions OFCE, e.mod.fr.

## ... mais en améliorant son taux de couverture en volume

De leur côté, les importations se sont plus fortement contractées en 2001 que les exportations (tableau 8).

À l'instar des exportations, cette forte baisse est difficilement explicable. D'après notre équation d'importation, la croissance aurait dû être de 3,7 % au lieu de -0,2 % observé. On peut toutefois avancer quelques

éléments d'explication à ce recul, comme, par exemple, un effet prix conjugué à un ralentissement du volume d'achats dans les secteurs des biens d'équipement et des biens intermédiaires. Ce reflux des importations dans ces deux secteurs découle du fléchissement de la production industrielle et de l'investissement des entreprises en début d'année 2001.

Après avoir progressé de 15,4 % en 2000, le volume des importations a légèrement reculé (- 0,2 %) permettant au taux de couverture en volume de se maintenir à un niveau élevé dans un contexte international particulièrement difficile (graphique 27).

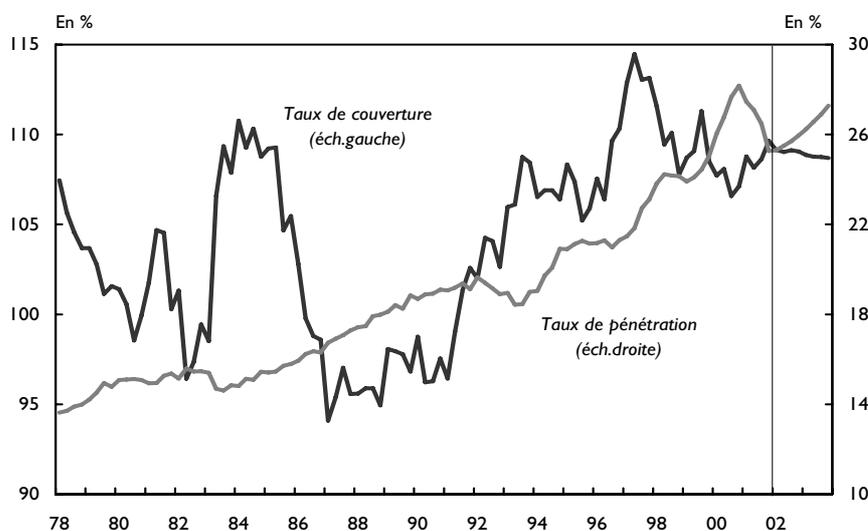
### 8. Contribution à la croissance des importations françaises

CAB/FAB hors matériel militaire

	Poids 2000	1999		2000				2001			
		T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>3,1</b>	<b>5,1</b>	<b>8,0</b>	<b>4,8</b>	<b>2,9</b>	<b>4,7</b>	<b>- 2,3</b>	<b>- 2,0</b>	<b>- 3,6</b>	<b>- 8,4</b>
dont											
Union européenne	60,3	1,8	2,9	3,3	2,4	1,3	0,9	- 0,5	- 1,4	- 1,5	- 5,2
Zone EURO	49,9	1,6	2,3	2,8	1,7	1,6	0,5	- 0,2	- 1,4	- 0,5	- 4,6
OCDE hors UE	21,6	0,5	0,8	2,4	1,5	1,1	1,3	- 0,6	- 1,0	- 0,9	- 2,3
États-Unis	8,9	- 0,1	0,5	0,0	1,1	0,5	1,0	- 0,9	- 0,4	0,0	- 0,5
Asie hors Japon	3,8	0,7	0,4	0,8	0,6	0,1	0,7	- 0,7	0,0	- 0,2	- 0,7
Japon	3,8	0,3	0,3	0,4	0,2	0,1	0,2	- 0,2	- 0,4	- 0,3	- 0,4
Afrique	4,2	0,0	0,3	0,7	0,0	- 0,1	0,9	0,0	- 0,1	- 0,3	- 0,2
Reste du monde	6,3	- 0,1	0,3	0,6	0,1	0,4	0,7	- 0,4	0,9	- 0,6	0,3

Sources : Douanes, calculs OFCE.

### 27. Évolution du taux de couverture et du taux de pénétration



Sources : INSEE-comptes trimestriels, prévisions OFCE, e.mod.fr.

## Une légère reprise des échanges commerciaux au cours de second semestre 2002

Malgré une légère reprise au deuxième semestre 2002 (1,3 % en rythme trimestriel), le rythme de croissance de la demande étrangère adressée à la France se situera à un niveau proche de celui observé en 2001 (moins de 1 %). En 2003, elle reviendra sur un rythme observé en moyenne au cours de la dernière décennie (6,6 %).

Nous faisons par ailleurs l'hypothèse que l'euro continuera légèrement à se déprécier en 2002 (0,87 dollar en fin d'année contre 0,89 fin 2001). Ce maintien à un niveau bas de la monnaie unique vis-à-vis du dollar permettrait à la France de maintenir sa compétitivité-prix et par là-même ses parts de marché.

Cet environnement extérieur permettrait une croissance des exportations de 7,1 % en volume pour l'ensemble des biens et services en 2003, après un repli de 1,8 % en 2002. Les importations augmenteraient de 7,4 % en 2003 après - 2,1 % en 2002.

Après avoir contribué positivement à la croissance en 2001 (0,4 point) grâce aux opérations exceptionnelles, la contribution du commerce extérieur à la croissance française serait neutre en 2002, reflétant le différentiel de croissance entre la France et ses principaux partenaires.

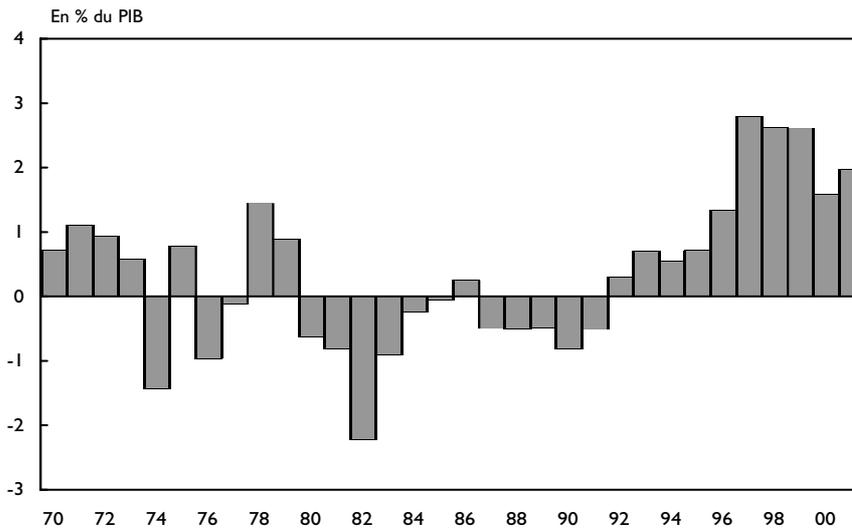
Pour l'ensemble des biens et services, le solde de la balance commerciale devrait enregistrer un excédent proche de 30 milliards d'euros en 2002 et 2003.

## Balance des paiements

La France conserve l'excédent du compte de transactions courantes de la balance des paiements le plus élevé des pays du G7, après le Japon alors que ses principaux partenaires — l'Allemagne et l'Italie — affichent des déficits. Celui-ci s'élève à 28,4 milliards d'euros soit 2 % du PIB en 2001 contre 22,7 milliards en 2000 et 33,8 milliards en 1999 (graphiques 28 et 29).

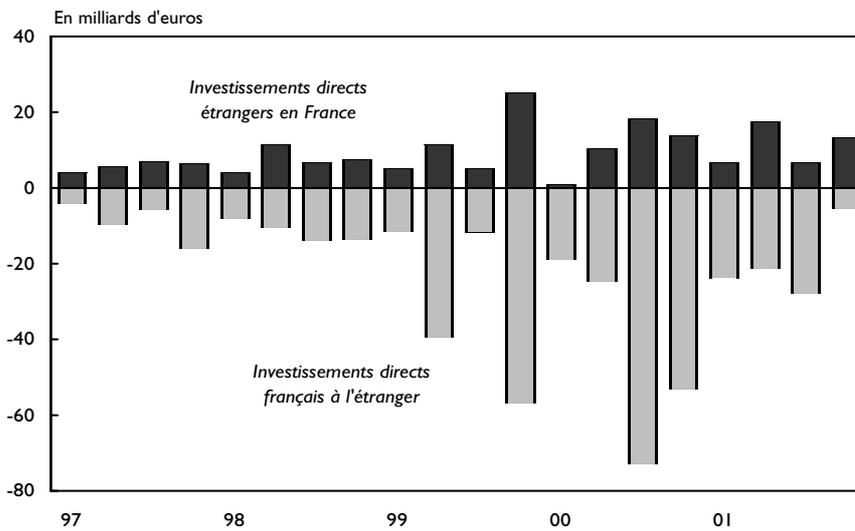
L'excédent du compte de transactions courantes, qui mesure la différence entre l'épargne et l'investissement intérieurs, a confirmé le maintien à haut niveau de l'épargne nationale en 2001 et a donné lieu, en contrepartie, à des placements financiers nets des résidents à l'étranger, notamment au titre des investissements directs, qui devraient ultérieurement engendrer des versements de revenus.

## 28. Balance des transactions courantes



Source : Banque de France.

## 29. Investissements directs



Source : Banque de France.

Les investissements directs à l'étranger (IDE), principal vecteur de l'intégration à l'économie mondiale, sont passés de 169 milliards d'euros en 2000 à 78 milliards en 2001. Cette baisse de plus de 50 % s'expliquerait essentiellement par le repli spectaculaire des fusions-acquisitions consécutif à l'explosion de la bulle spéculative sur les valeurs de la nouvelle économie.

9. Balance des paiements françaises

En milliards d'euros

	1999	2000	2001
<b>1. Compte de transactions courantes</b>	<b>33,82</b>	<b>22,66</b>	<b>28,35</b>
1.1. Biens	17,60	1,72	7,82
1.2. Services	17,17	20,77	20,45
1.3. Revenus	11,43	15,11	14,53
1.4. Transferts courants	- 12,38	- 14,94	- 14,44
<b>2. Compte de capital</b>	<b>1,36</b>	<b>1,48</b>	<b>0,67</b>
<b>3. Compte financier</b>	<b>- 31,13</b>	<b>- 30,69</b>	<b>- 32,71</b>
Flux financiers (hors avoirs de réserve)	- 32,21	- 33,35	- 27,15
3.1. Investissements directs	- 69,03	- 139,29	- 41,50
3.1.1. Français à l'étranger	- 113,21	- 187,21	- 85,59
3.1.2. Etrangers en France	44,18	47,92	44,09
3.2. Investissements de portefeuille	- 7,13	41,09	21,98
3.2.1. Avoirs (résidents sur titres étrangers)	- 117,78	- 104,32	- 88,03
Actions et OPCVM	- 19,75	- 34,76	- 13,22
Obligations et assimilés	- 68,04	- 60,43	- 67,11
Instruments du marché monétaire	- 29,99	- 9,12	- 7,70
3.2.2. Engagements (non-résidents sur titres français)	110,64	145,40	110,01
Actions et OPCVM	47,12	55,29	10,96
Obligations et assimilés	53,91	72,59	98,65
Instruments du marché monétaire	9,62	17,53	0,40
3.3. Autres investissements	45,26	59,80	- 20,57
3.4. Produits financiers dérivés	- 1,31	5,05	1,82
3.5. Avoir de réserve	1,09	2,66	5,56
<b>4. Erreurs et omissions nettes</b>	<b>0,65</b>	<b>6,55</b>	<b>3,69</b>

Sources : Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Banque de France.

## Finances publiques : incertitudes économiques et politiques

Le ralentissement économique pèse nettement sur les prévisions de finances publiques. À l'automne 2001, au moment de la préparation de la loi de finances pour 2002, le gouvernement prévoyait une croissance de 2,5 % et un déficit des administrations publiques de 1,4 % du PIB en 2002. En février 2002, le gouvernement a modifié ses prévisions : le déficit remonterait à 1,8 – 1,9 % du PIB pour une croissance de 1,5 % en moyenne annuelle. Nous prévoyons un déficit de 2 % du PIB pour une croissance de 1,6 % en 2002. Le déficit des administrations se stabiliserait à 2 % en 2003 (tableau 10).

Dans la période actuelle, il est très difficile de faire des hypothèses de finances publiques : les programmes des différents candidats aux élections présidentielles et législatives divergent assez fortement et sont difficiles à quantifier (notamment s'agissant des dépenses). Par ailleurs,

on peut penser que le nouveau gouvernement adaptera la mise en œuvre de ses promesses à la situation constatée des finances au moment de son intronisation. La volonté de mettre en œuvre rapidement certaines mesures phares des programmes pourrait avoir pour effet d'accroître le déficit des APU, mais les partenaires européens de la France pourraient faire pression sur le nouveau gouvernement. Conséquence de ces incertitudes, nous avons supposé qu'il n'y aurait pas de mesures de grande ampleur concernant les dépenses, qui croîtraient au même rythme que depuis 1998 (+ 2 % en volume en 2002 et + 1,8 % en 2003). Côté recettes, nous avons intégré les mesures fiscales annoncées par l'actuel gouvernement : le taux de prélèvements obligatoires baisserait de 0,4 point en 2002 et de 0,3 point en 2003. Dans ces conditions, la politique budgétaire serait légèrement expansionniste en 2002 et redeviendrait quasiment neutre en 2003.

Sous cette hypothèse, et compte tenu de notre scénario économique, le déficit resterait à un niveau élevé selon les critères de la Commission européenne, et le nouveau gouvernement serait dans l'impossibilité de respecter l'objectif d'équilibre en 2004 (tableau 10).

#### 10. Équilibre des finances publiques

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
<i>Points de PIB</i>						
Solde	- 2,7	- 1,6	- 1,3	- 1,4	- 2,0	- 2,0
Dépenses publiques	53,9	53,4	52,9	52,6	52,9	52,7
Prélèvements obligatoires	44,8	45,5	45,1	44,9	44,5	44,2
Dettes publiques	59,5	58,5	57,4	57,2	57,6	57,5
<i>Taux de croissance en volume</i>						
Dépenses publiques	1,7	2,6	1,5	1,9	2,0	1,8

Sources : Comptes nationaux, prévisions OFCE.

Après une légère remontée en 2002, la part des dépenses publiques dans le PIB diminuerait de nouveau en 2003 pour atteindre 52,7 % du PIB. Le taux de prélèvements obligatoires, quant à lui, baisserait de 0,7 point en deux ans, poursuivant ainsi une tendance engagée en 2000.

Les **réductions de fiscalité** introduites dans la prévision se limitent à celles qui ont été annoncées par le ministre des finances dans le cadre du programme triennal (tableau 11).

Les ménages imposables sur leur revenu bénéficient de la poursuite de la baisse des taux de l'ensemble des tranches de l'**impôt sur le revenu** des personnes physiques (IRPP, tableau 12). Les salariés dont la rémunération est inférieure à 1,4 Smic bénéficient de la **prime pour l'emploi** (à condition que leur emploi les occupe plus de 12 heures par semaine en moyenne). La prime versée en septembre 2001 (2,2 % du revenu de 2000 pour un travailleur au Smic horaire) a été de

nouveau versée en janvier 2002. Cette mesure était destinée à soutenir l'activité. Il est prévu que la prime versée à l'automne 2002, calculée sur la base des revenus de 2001, vaudra 4,4 % du salaire pour une personne recevant le salaire minimum. Elle sera de nouveau augmentée en 2003 pour atteindre, à taux plein, 6,6 % du salaire au niveau du SMIC horaire.

### I 1. Principales hypothèses concernant les mesures fiscales

En milliards d'euros

	2002	2003	Total
<b>Ménages</b>	<b>- 4,4</b>	<b>- 1,4</b>	<b>- 5,8</b>
Impôt sur le revenu	- 2,0	- 1,4	- 3,4
Prime pour l'emploi	- 2,2		- 2,2
Autres (Droit de bail, de mutation...)	- 0,2		- 0,2
<b>Entreprises</b>	<b>- 4,1</b>	<b>- 2,6</b>	<b>- 6,7</b>
Impôt sur les sociétés	- 1,4	- 1,2	- 2,6
Taxe professionnelle	- 1,3		- 1,3
Exonérations 35 heures	- 1,4	- 1,4	- 2,8
<b>Total général</b>	<b>- 8,5</b>	<b>- 4,0</b>	<b>- 12,5</b>
En % du PIB	- 0,6	- 0,3	- 0,8

Sources : Minefi, Unedic.

### I 2. Taux d'imposition de l'IRPP

Revenu	1998	1999	2000	2001	2002
Impôt	1999	2000	2001	2002	2003
1 <sup>ère</sup> tranche	10,5	9,5	8,25	7,5	7,0
2 <sup>e</sup> tranche	24,0	23,0	21,75	21,0	20,5
3 <sup>e</sup> tranche	33,0	33,0	31,75	31,0	30,5
4 <sup>e</sup> tranche	43,0	43,0	41,75	41,0	40,5
5 <sup>e</sup> tranche	48,0	48,0	47,25	46,75	46,5
6 <sup>e</sup> tranche	54,0	54,0	53,25	52,75	52,5

Source : Minefi.

Le **taux d'imposition des bénéficiaires des sociétés** est réduit sur trois ans par la suppression de la surtaxe Juppé et la mise en place d'un taux réduit pour les PME. Le taux normal d'impôt sur les sociétés passe de 35 1/3 en 2001 à 34 1/3 en 2002 et 33 1/3 en 2003, soit le taux qui était en vigueur en 1994 avant la mise en place de la surtaxe. Les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 7,63 millions d'euros paient également la contribution sociale sur les bénéfices (CSB) à hauteur de 1,1 % de la part du bénéfice imposable supérieure à un abattement de 762 245 euros<sup>5</sup>. En deçà de 38 112 euros de bénéfices

5. Rappelons que la CSB finance les réductions de cotisations patronales et que son rendement (900 millions d'euros prévus en 2002) est inférieur de moitié à ce qui était prévu par le gouvernement au moment de la mise en œuvre des 35 heures.

imposables, le taux d'imposition des PME, qui a été réduit à 26,5 % en 2001, passe à 15,45 % en 2002 et 15 % en 2003. La suppression progressive des salaires de l'assiette de la **taxe professionnelle** se poursuit, pour un coût estimé à 1,3 milliards d'euros pour les collectivités locales. Le gouvernement accroît leurs dotations pour compenser ce manque à gagner.

En 2002 et 2003, les **recettes fiscales** augmenteraient respectivement de 1,8 et 3,0 % en valeur (tableau 13). Compte tenu d'une croissance du PIB en valeur de 2,7 et 3,7 % respectivement, cela correspond à une élasticité des recettes spontanées (hors mesures fiscales) au PIB de 1,1 en 2002 et 1,0 en 2003. Les très fortes élasticités de recettes des années 1999 et 2000 (autour de 2) étaient dues à l'effet de la forte reprise économique entre 1998 et 2000. À long terme, l'élasticité est de l'ordre de 1.

Les **dépenses publiques** quant à elles, sont supposées croître à un rythme semblable à leur croissance moyenne de 1998 à 2001 : de 2,0 % en volume en 2002 et de 1,8 % en 2003 (tableau 14).

### 13. Recettes fiscales

	2001		Taux de croissance	
	en milliards d'euros	en % du PIB	2002	2003
Impôts sur le revenu	169,7	11,6	0,2	2,2
<i>dont revenu des ménages</i>	126,1	8,6	1,6	2,6
<i>dont bénéfices des sociétés</i>	43,6	3,0	- 4,3	0,6
Impôts sur les produits	172,7	11,8	2,2	4,4
Impôts sur la production	57,5	3,9	1,4	4,4
Impôts en capital	8,2	0,6	0,3	3,4
Autres impôts courants	12,2	0,8	7,8	3,4
Cotisations sociales	238,1	16,3	0,2	3,4
<b>Total</b>	<b>658,4</b>	<b>44,9</b>	<b>1,8</b>	<b>3,0</b>

Sources : comptes nationaux, prévision OFCE.

### 14. Dépenses publiques

	2001		Taux de croissance	
	en milliards d'euros	en % du PIB	2002	2003
Rémunérations des salariés	198,0	13,5	3,8	3,5
Consommations intermédiaires	78,9	5,4	2,8	3,0
Intérêts	46,7	3,2	1,3	2,0
Prestations sociales	381,8	26,0	4,0	3,6
FBCF	47,4	3,2	1,1	1,6
<b>Total</b>	<b>771,8</b>	<b>52,6</b>	<b>3,4</b>	<b>3,3</b>

Sources : comptes nationaux, prévision OFCE.

La **masse salariale** des APU devrait rester dynamique d'ici 2003. Les créations nettes d'emplois resteraient fortes du fait de la mise en place de la réduction du temps de travail dans les trois fonctions publiques. Nous avons supposé qu'après un record de 80 000 créations nettes en 2001 pour les trois fonctions publiques, le rythme resterait soutenu en 2002 (65 000) et ralentirait en 2003 (50 000). Le pouvoir d'achat augmenterait en moyenne de 1,2 % en 2002 et 2003, soit une accélération par rapport à 2000 et 2001 (+ 0,7 et + 0,8 %), mais un rythme légèrement inférieur à la croissance du salaire moyen entre 1995 et 2000 (+ 1,3 %).

Les **prestations sociales** devraient augmenter de 2,5 % en volume en 2002 et de 2,2 % en 2003. Les dépenses de santé poursuivraient leur croissance dynamique, sur un rythme annuel de 3 % en volume, tandis que la hausse du pouvoir d'achat moyen des retraités resterait très modérée (+ 0,4 % par an), du même ordre de grandeur que depuis 1998. Compte tenu de l'augmentation du nombre de retraités, les prestations retraite dans leur ensemble augmenteraient de 2,4 % en volume en 2002 et de 2,2 % en 2003. En 2002, les prestations chômage augmenteraient légèrement en volume (+ 2,8 %) pour la première fois depuis 1994, avant de décroître de nouveau en 2003 (- 0,7 %) sous l'effet de la reprise des créations d'emploi.

*Achévé de rédiger le 29 mars 2002*

## I. Résumé des prévisions pour l'économie française

Moyenne annuelle, en %	2001	2002	2003
<i>En % de variation aux prix de 1995</i>			
PIB	2,0	1,6	2,9
Importations	- 0,2	- 2,0	8,0
Dépenses de consommation des ménages	2,9	1,8	2,9
FBCF totale	2,8	- 0,2	2,8
dont : - entreprises non financières	3,8	- 0,3	3,2
- ménages	- 0,2	- 0,3	3,1
- administrations publiques	2,7	0,9	1,3
Exportations	1,1	- 1,8	7,7
Contribution des stocks à la croissance, en %	- 1,0	0,1	0,2
Demande intérieure totale	1,7	1,6	2,8
Demande intérieure hors stocks	2,7	1,4	2,7
<i>Compte des ménages, en termes réels %</i>			
Salaires bruts	3,5	1,7	2,3
Salaires nets	3,8	1,6	2,3
Prestations sociales	1,6	2,3	1,6
Prélèvements sociaux et fiscaux	2,0	0,7	1,5
Revenu disponible	3,2	2,0	2,2
Taux d'épargne, en % du RDB	16,5	16,7	16,3
Prix à la consommation en glissement %	1,4	1,8	1,7
en moyenne %	1,6	1,6	1,7
<i>Compte des sociétés, en %</i>			
Taux de marge	39,6	39,7	40,0
Taux d'épargne	15,0	15,2	15,4
Taux d'investissement	17,7	17,3	17,2
Taux d'autofinancement (hors stock)	78,3	81,3	83,2
<i>Compte du reste du monde et des administrations</i>			
Taux de prélèvement obligatoire, en % du PIB	45,2	44,8	44,4
Solde commercial, en milliards € <sup>1</sup>	4,1	4	4
Capacité de financement de la Nation, en % du PIB	1,9	2,0	1,9
<i>Emploi salarié<sup>2</sup>, en glissement annuel %</i>			
dont : - industrie	0,9	- 0,6	0,2
- tertiaire	2,0	0,9	1,3
Emploi total, en glissement annuel %	1,6	0,5	1,0
Chômage BIT, en millions	2,33	2,42	2,37
Taux de chômage BIT moyen, en %	8,8	9,1	8,8
<i>Taux de change \$/€</i>			
Taux d'intérêt à court terme <sup>3</sup>	4,3	3,8	3,9
Taux d'intérêt à long terme <sup>4</sup>	4,9	5,1	5,2

1. FAB/FAB, au sens de la comptabilité nationale.

2. Emploi salarié dans l'ensemble des secteurs, emploi total hors contrats, emploi-solidarité et emplois jeunes.

3. Taux PIBOR puis EURIBOR à trois mois.

4. Taux des OAT à 10 ans.

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE en 2002-2003, mars 2002.

II. France. Ressources et emplois en biens et services, aux prix de 1995

	Niveaux mds € 95	Taux de croissance trimestriels en %												Taux de croissance annuels en %		
		2001				2002				2003				2001	2002	2003
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2001	2002	2003
PIB	1 344	0,4	0,2	0,5	-0,1	0,5	0,4	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	2,0	1,6	2,9
Importations	365	-2,2	-1,2	-1,8	-4,7	0,7	1,3	1,5	1,9	1,9	2,2	2,2	2,3	-0,2	-2,0	8,0
Dépenses de consommation des ménages	724	1,4	0,3	1,1	0,2	0,3	0,2	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	2,9	1,8	2,9
Dépenses de conso. des administrations	316	0,3	0,5	0,8	0,1	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2,1	2,0	2,1
FBCF totale	268	0,5	-0,2	0,3	-0,1	-0,5	-0,1	0,5	0,6	0,7	0,8	1,1	1,1	2,8	-0,2	2,8
dont :	152	0,2	0,3	0,2	-0,2	-0,4	-0,4	0,6	0,6	0,7	0,9	1,5	1,4	3,8	-0,3	3,2
- entreprises	12	1,3	1,7	1,0	0,8	-2,5	0,5	-1,4	-0,4	0,4	0,0	0,7	0,8	7,8	-1,4	0,1
- sociétés financières	64	0,4	-1,2	0,5	0,0	-0,8	0,0	0,7	0,9	0,7	0,8	0,9	1,0	-0,2	-0,3	3,1
- ménages	40	2,0	-1,1	0,5	-0,3	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	2,7	0,9	1,3
- administrations publiques	0	0,0	1,2	0,0	-0,1	0,4	0,4	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6	1,2	1,5	2,7
- ISBLSM	392	-0,6	-1,7	-1,4	-3,8	0,2	1,1	1,5	1,8	1,8	2,2	2,2	2,1	1,1	-1,8	7,7
Exportations	9	-0,4	0,2	-1,4	-2,7	-1,3	-0,6	-0,4	-0,3	-0,3	-0,2	-0,1	0,0	-4,3	-2,6	-0,5
Variations de stocks (en milliards d'euros 95)	1 318	0,0	0,4	0,4	-0,3	0,6	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,7	1,6	2,8
Demande intérieure totale	1 308	0,9	0,2	0,8	0,1	0,2	0,2	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	2,7	1,4	2,7
Demande intérieure hors stocks																

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE à partir du premier trimestre 2002.

## III. Prix de détail et taux de salaire horaire

	Taux de croissance trimestriels en %												Taux de croissance annuels en %		
	2001			2002			2003			2001	2002	2003			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2001	2002	2003
Moyenne des prix	0,0	1,3	0,1	0,1	0,6	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	1,6	1,6	1,7
Moyenne du taux de salaire horaire	1,3	0,8	0,8	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,9	4,0	2,9	3,2

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE à partir du premier trimestre 2002.

## IV. Effectifs salariés

	Taux de croissance trimestriels en %												Taux de croissance annuels en %		
	2001			2002			2003			2001	2002	2003			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T2	T4	T1	T2	T3	T4	2001	2002	2003
Industrie au sens large	0,6	0,4	0,1	-0,2	-0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	1,9	-0,6	0,0
Effectifs	-0,2	-0,1	0,6	-0,4	1,0	0,6	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,0	2,0	2,9
Productivité par tête															
Services marchands	1,1	0,6	0,3	0,3	0,0	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	3,4	1,0	1,4
Effectifs	0,0	-0,2	0,2	-0,2	0,5	0,3	0,5	0,4	0,3	0,4	0,5	0,4	0,3	0,9	1,6
Productivité par tête															

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE à partir du premier trimestre 2002.

V. Éléments du compte des ménages

	Taux de croissance trimestriels en %												Taux de croissance annuels en %		
	2001				2002				2003				2001	2002	2003
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Salaires bruts <sup>1</sup>	1,6	-0,1	0,8	0,8	0,0	0,5	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	3,5	1,7	2,3
Salaires nets <sup>1</sup>	2,3	-0,7	0,9	0,8	0,0	0,5	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	3,8	1,6	2,3
Prestations sociales <sup>1</sup>	1,0	-0,3	1,0	0,8	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	1,6	2,3	1,6
Revenu disponible réel <sup>1</sup>	0,1	-0,7	1,3	0,7	0,3	0,4	0,5	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	3,2	2,0	2,2
Taux d'épargne en % du RDB	16,6	16,2	16,3	16,7	16,7	16,9	16,7	16,6	16,4	16,3	16,3	16,2	16,5	16,7	16,3
Taux d'épargne en logement	7,6	7,5	7,4	7,4	7,3	7,3	7,3	7,3	7,3	7,3	7,3	7,3	7,5	7,3	7,3
Taux d'épargne financière	7,4	7,1	7,1	7,6	7,7	7,9	7,8	7,6	7,4	7,4	7,3	7,2	7,3	7,7	7,3

1. En euros constants.

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE à partir du premier trimestre 2002.

## VI. Commerce extérieur et parts de marché

	Taux de croissance trimestriels en %												Taux de croissance annuel en %		
	2001				2002				2003				2001	2002	2003
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Importations en volume	-2,2	-1,2	-1,8	-4,7	0,7	1,3	1,5	1,9	1,9	2,2	2,2	2,3	-0,2	-2,0	8,0
Prix des importations	-0,7	0,2	-0,7	-1,1	0,3	0,3	0,2	0,1	0,0	0,1	0,3	0,3	0,4	-0,4	0,6
Demande interne	0,1	0,5	0,4	-0,3	0,6	0,6	0,8	0,7	0,7	0,7	0,9	0,8	2,3	1,7	3,1
Exportations en volume	-0,6	-1,7	-1,4	-3,8	0,2	1,1	1,5	1,8	1,8	2,2	2,2	2,1	1,1	-1,8	7,7
Prix des exportations	0,2	0,1	0,8	-0,9	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,2	0,0	0,3	0,4	1,0	0,0	0,2
Demande mondiale	-1,6	-0,6	-2,0	-0,2	0,3	1,0	1,2	1,4	1,7	1,8	2,0	2,0	0,4	0,7	6,6

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE à partir du premier trimestre 2002.

## VII. Taux d'intérêt et taux de change

	Taux d'intérêt et taux de change											
	2001				2002				2003			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Taux d'intérêt :												
A court terme <sup>1</sup>	4,7	4,6	4,3	3,4	4,1	3,5	3,7	4,1	3,9	3,9	3,9	4,0
A long terme <sup>2</sup>	4,9	5,1	5,0	4,7	5,4	4,8	5,0	5,4	5,1	5,2	5,2	5,2
1 euro = ...dollar	0,92	0,87	0,89	0,89	0,88	0,87	0,87	0,87	0,89	0,91	0,92	0,94

1. Taux PIBOR puis EURIBOR à 3 mois.

2. Taux des OAT à 10 ans.

Sources : INSEE, BMS, Banque de France ; prévision OFCE à partir du premier trimestre 2002.

